

Programme *Femmes et Environnement*
de la Fondation RAJA-Danièle Marcovici

Rétrospective 2015 - 2023

Perspectives féministes
sur l'agroécologie



Fondation
RAJA Danièle
Marcovici
Agir pour les femmes



Rapport réalisé par Carine Pionetti, consultante en Genre & Environnement, Emma Jacquet, cheffe de projet, Fondation RAJA-Danièle Marcovici, et Audrey Richaud, stagiaire, Fondation RAJA-Danièle Marcovici, sous la direction de Sophie Pouget, déléguée générale, Fondation RAJA-Danièle Marcovici.

Décembre 2023

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Édito par Delphine O | 5 |
| Le programme <i>Femmes & Environnement</i> de la Fondation RAJA-Danièle Marcovici | 7 |
| Perspectives féministes sur l'agroécologie | 8 |
| 1• Les courants féministes et agroécologiques : quels enseignements ? | 11 |
| • Inégalités structurelles et invisibilité des agricultrices | 11 |
| • Des agricultrices moins décisionnaires et plus impactées par le changement climatique | 12 |
| • Les mouvements d'agroécologie et le rôle des femmes dans ces initiatives | 14 |
| 2• Agroécologie et prises de conscience féministes : composer avec les réalités du terrain | 16 |
| • Grille d'analyse sur le genre | 16 |
| • Tour d'horizon de quelques projets | 18 |
| 3• L'agroécologie : de la souveraineté alimentaire au projet politique féministe | 25 |
| • Amplifier la mobilisation des femmes rurales | 25 |
| • Des gains pour les femmes dans tous les domaines | 26 |
| • Justice sociale et émancipation pour les femmes de toutes les origines et catégories sociales | 29 |
| 4• Soutenir la transition vers une agroécologie féministe | 31 |
| • Facteurs de réussite des projets | 31 |
| • Recommandations pour les bailleurs de fonds | 34 |
| Index des projets soutenus dans le cadre du programme <i>Femmes & Environnement</i> | 37 |
| Bibliographie | 68 |
| Glossaire | 70 |
| Remerciements | 71 |

**« La diplomatie féministe
est un sport de combat.
La Fondation RAJA-
Danièle Marcovici
mène ce combat avec force
et détermination pour les femmes
et la planète. »**

Delphine O



Delphine O

Les droits environnementaux, un combat pour les droits des femmes

Les femmes sont les plus directement touchées par le changement climatique, mais elles sont aussi en première ligne des luttes écologistes. Les **enjeux environnementaux ne sont pas exempts des inégalités de genre structurelles** : alors qu'elles constituent 43 % des travailleurs agricoles et qu'elles portent la responsabilité de la majorité des tâches non rémunérées dont la collecte de ressources naturelles (eau, nourriture, bois de chauffage et de cuisson...), les femmes possèdent moins de 15 % des terres. En période de conflit ou lorsqu'une catastrophe naturelle survient, **ces inégalités sont exacerbées** : les filles sont les premières à être retirées de l'école pour venir en aide aux besoins du foyer, renforçant ainsi le cycle de pauvreté subi par les femmes.

Les crises environnementales **impactent les droits des femmes de manière très spécifique** : le manque d'accès aux moyens de contraception et aux services de santé sexuelle et reproductive se conjugue à la **multiplication des violences sexistes et sexuelles**, comme le montre le cas des deux cyclones tropicaux qui ont frappé l'Archipel du Vanuatu en 2022, où les cas de violences conjugales ont augmenté de plus de 300 %.

Mais les femmes ne sont pas – seulement – des victimes du dérèglement climatique : elles sont les premières actrices de la résilience, de l'adaptation et de la justice climatiques. C'est le cas des mouvements Chipko en Inde menés par des villageoises ou celui de la Ceinture Verte au Kenya dans les années 1970, mais aussi des *Radical grandmothers*. Gardiennes de leurs terres, les «grand-mères radicales» du village de Na Nong Bon en Thaïlande se sont mobilisées contre l'exploitation minière de l'or, la spoliation des terres, les déchets et les substances toxiques qui affectaient leurs cultures et leur santé. Avec le soutien d'associations féministes dans le monde, elles ont remporté des batailles juridiques et surtout, ont réussi à protéger leurs terres.

Depuis 2019, la France s'est dotée d'une diplomatie féministe dont un des objectifs est de soutenir les actions de militantes féministes partout dans le monde. Le Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF), lancé en 2020, est le premier fonds gouvernemental au monde qui finance les associations féministes du Sud, dont les associations écoféministes, avec un budget de 250 millions d'euros pour la période 2023-2027.

L'AFD, première banque de développement alignée avec l'Accord de Paris, a co-financé le programme « **Féministes pour des Alternatives Climat et Environnement** » à hauteur de 5 millions d'euros, et inclut désormais systématiquement le genre dans ses projets.

Le rapport *Femmes & Environnement* de la Fondation RAJA-Danièle Marcovici vient illustrer le soutien apporté de longue date par la Fondation aux projets à l'intersection de l'égalité de genre et de la justice climatique. Depuis la COP21, elle a **financé plus de 80 projets, dont 70 % portant sur l'agroécologie**, via le programme *Femmes & Environnement*. Parallèlement, elle mène un plaidoyer actif sur le *leadership* des femmes, conjointement avec une campagne de sensibilisation «Femmes & Environnement» organisée avec Sciences Po, qui met en lumière le rôle de ces femmes, parfois en marge des collectifs féministes et effacées des enjeux environnementaux.

Ce rapport nous invite, toutes et tous, à étudier, reconnaître et soutenir les réseaux féministes portés par des femmes, engagés pour l'agroécologie, la préservation de l'environnement, la justice climatique – pour que des mouvements comme *The Radical Grandmothers* puissent continuer d'émerger et de s'épanouir.



Ambassadrice et secrétaire générale du Forum Génération Égalité (Pékin+25), Delphine O a organisé le plus grand sommet international pour les droits des femmes depuis 25 ans, co-organisé par la France et le Mexique sous l'égide d'ONU Femmes.

Delphine O a été précédemment députée de Paris, membre de la commission des Affaires étrangères et présidente du groupe d'amitié France-Iran de l'Assemblée nationale.

Diplômée de l'École Normale Supérieure et de la Harvard Kennedy School, elle a travaillé à l'ambassade de France à Séoul, au Consulat général de France à New York et au Stimson Center à Washington. Spécialiste de l'Iran - où elle a vécu - et de l'Afghanistan, elle a cofondé le site d'information *Lettres Persanes*. Delphine O est French-American Young Leader 2019, Munich Young Leader 2019, membre du Conseil d'administration de l'IRIS, du Conseil du European Council on Foreign Relations et du Conseil d'orientation stratégique du German Marshall Fund France.



Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET), Vietnam

Le programme *Femmes & Environnement* de la Fondation RAJA-Danièle Marcovici

Créée en 2006 à l'initiative de Danièle Marcovici, et placée sous l'égide de la Fondation de France, la **Fondation RAJA-Danièle Marcovici** s'engage pour les femmes et les filles du monde entier, car, à ce jour, aucun pays au monde n'a atteint une parfaite égalité femmes-hommes¹.

La Fondation participe à la préservation des ressources naturelles et des écosystèmes fragiles, à la mise en place de modes de production plus durables et à la valorisation du rôle majeur des femmes dans ces domaines, notamment par leur insertion professionnelle dans des métiers respectueux de l'environnement.

En effet, le réchauffement climatique, qui provoque d'importants dégâts dans le monde, touche plus particulièrement les femmes, car ce sont elles qui, en majorité, puisent l'eau et cultivent les terres. En effet, elles représentent entre 45 et 60 % des travailleuses agricoles et génèrent la plus grande partie de la production agricole. De plus en plus souvent aux avant-postes, ce sont elles aussi qui tentent d'inverser la tendance en préservant les écosystèmes fragiles. Un rôle crucial qui s'ajoute à la lutte pour leur autonomisation financière et à la reconnaissance de leurs droits. Les obstacles qu'elles rencontrent sont nombreux : accès au droit de propriété, inégalités et violences basées sur le genre...

La Fondation soutient ainsi financièrement des projets promouvant le **rôle et les actions des femmes dans la protection de l'environnement et de la biodiversité et l'adaptation aux changements climatiques** : promotion de pratiques agricoles durables, d'accès à l'énergie durable, de gestion des ressources naturelles, de gestion des déchets ou promotion de l'entrepreneuriat « vert ».

Depuis la COP21 en 2015, la Fondation et le Groupe RAJA renforcent leur engagement grâce au **programme d'actions Femmes & Environnement**. Vaste opération semestrielle de produits-partage, ce programme est conduit par RAJA France et 15 sociétés européennes du Groupe (Belgique, Pays-Bas, Autriche, Angleterre, Italie, Espagne, Pologne, Suisse, Danemark, Suède, Norvège, République tchèque, Portugal, Slovaquie, Hongrie). Pour chaque achat réalisé par un client parmi une sélection d'emballages écoresponsables, RAJA France ou l'une des sociétés participant au programme verse 1 € à la Fondation. L'ensemble des fonds collectés sont alloués à des projets associatifs soutenant des initiatives portées par des femmes pour une transition environnementale durable.

Depuis son lancement, les **17 opérations** du programme d'actions *Femmes & Environnement* ont permis de collecter plus de **2,5 millions d'euros** et de soutenir **plus de 80 projets associatifs** dans **29 pays**.

Par ailleurs, en 2020, la Fondation a rejoint la **Coalition des Fondations Françaises pour le Climat**². Elle est aussi membre de la coalition d'action « Action Féministe pour une Justice Climatique » du Forum Génération Égalité, organisé par ONU Femmes, la France et le Mexique³.

Enfin, la Fondation a lancé, en septembre 2023, un **Fonds Féministe pour le Climat** dont l'objectif est d'octroyer un soutien financier à des associations fondées ou dirigées par des femmes, en faveur du climat, ayant un an d'existence et opérant avec un budget annuel de moins de 20 000 €⁴.

1. www.fondation-raja-marcovici.com

2. www.fondationetclimat.org

3. <https://commitments.generationequality.org>

4. www.fondation-raja-marcovici.com/fonds-feministe-pour-le-climat.html

Perspectives féministes sur l'agroécologie

Rapport réalisé par Carine Pionetti





À la suite de la COP21, en 2015, la Fondation RAJA-Danièle Marcovici a mis en place le programme *Femmes & Environnement* pour financer des actions en faveur de la préservation des ressources naturelles, des écosystèmes et de la biodiversité, en soutenant les femmes qui jouent un rôle important – et parfois pionnier – dans ces initiatives. De 2015 à 2022, plus de 80 projets ont été soutenus dans 29 pays, offrant ainsi un appui à des dizaines de milliers de femmes. Près de 70 % des projets soutenus dans le cadre de ce programme soutiennent l'interface entre les femmes et l'agroécologie : il s'agit d'initiatives en faveur de modes de production plus écologiques, partiellement ou totalement portées par des femmes.

Afin de renforcer sa stratégie et son plaidoyer, la Fondation décide fin 2022 de commissionner une étude exploratoire, circonscrite aux organisations et réseaux féminins et/ou féministes portant des projets sur l'agroécologie dans quatre pays : l'Inde, la France, la Colombie et le Sénégal.

Cette étude est le fruit d'une réflexion portée par Sophie Pouget, déléguée générale, et Emma Jacquet, cheffe de projet, et d'un travail mené de janvier à avril 2023 par une chercheuse indépendante en écologie politique et genre/droits des femmes, Carine Pionetti. Ce travail est basé sur une recherche bibliographique et sur une analyse genre transversale d'une dizaine de projets soutenus par la Fondation RAJA-Danièle Marcovici sur la thématique *Femmes et agroécologie*.



Formée à l'ethnologie et aux études de genre au Canada, puis à l'écologie politique en France, Carine Pionetti est chercheuse indépendante en genre/droits des femmes et en écologie politique. Elle a réalisé sa thèse en Inde du Sud sur la quête d'autonomie des paysannes du Plateau du Deccan face à la montée d'une agriculture de plus en plus tournée vers la monoculture et l'industrialisation des semences. Depuis 2001, elle collabore avec des organisations locales, nationales et internationales, notamment en développant des études et des outils participatifs pour soutenir l'émergence d'une analyse féministe sur ces sujets : inégalités de genre dans l'agriculture et transition agroécologique ; genre et adaptation au changement climatique ; autonomisation économique des femmes et travail de soin non rémunéré (Oxfam Grande-Bretagne) ; genre et protection des écosystèmes marins en Méditerranée.



SOL, Réseau CIVAM, FADEAR, France, 2023

Les inégalités de genre dans l'agriculture française⁵

Des inégalités structurelles, économiques et sociales entre agricultrices et agriculteurs

- Les agricultrices sont relativement plus nombreuses dans les petites structures (32 %) que dans les moyennes et grandes exploitations (25 %).
- Les superficies cultivées par les agricultrices sont systématiquement plus faibles que celles des agriculteurs.
- Les agricultrices disposent de revenus professionnels agricoles inférieurs à ceux des agriculteurs (29 % en moins), avec un taux d'endettement lui aussi inférieur.
- Les agricultrices sont moins nombreuses à toucher la Dotation Jeune Agriculteur (DJA), principale aide à l'installation, du fait de leur installation sur des plus petites surfaces et de parcours de vie plus diversifiés
- En recoupant certaines informations concernant les aides de la Politique agricole commune (PAC). d'un côté, et la taille des exploitations par productions et par sexe de l'autre, il semblerait que les aides PAC confortent les revenus des grandes exploitations spécialisées en grandes cultures industrielles parmi lesquelles les agricultrices sont nettement sous-représentées : seules 7 % des femmes gèrent des exploitations en grandes cultures de plus de 150 ha, contre 19 % pour les hommes.
- Les agricultrices rencontrent des freins dans l'accès à la formation et l'engagement dans les organisations professionnelles ou syndicales, notamment aux niveaux décisionnels.
- Dans le monde agricole, la charge domestique pèse plus sur les femmes que dans le reste de la société, ce qui impacte la santé et le bien-être des agricultrices, et leur capacité à s'investir en dehors de l'exploitation.
- Depuis 2012, les assemblées des chambres d'agriculture comptent un tiers de femmes, mais le nombre de femmes présidentes de chambres départementales d'agriculture reste très limité.

5. Pionetti, C., 2023, Si l'agriculture était menée par les femmes, en serions-nous là? Étude pour Oxfam France.

1

Les courants féministes et agroécologiques : quels enseignements ?

L'agroécologie se conçoit comme une alternative au modèle agricole industriel dominant⁶ fondé sur la production intensive, l'usage de produits phytosanitaires, la monoculture, la spécialisation, l'organisation en filières et l'approvisionnement de l'industrie agroalimentaire en denrées agricoles. Par contraste, l'agroécologie permet d'organiser la production agricole et alimentaire dans des agrosystèmes diversifiés, conduits selon des principes écologiques, en s'appuyant sur les notions de territoire, de valorisation des ressources et des savoirs locaux et de souveraineté alimentaire.

La **définition de l'agroécologie**⁷ insiste sur ses trois dimensions : il s'agit à la fois d'un **ensemble de pratiques** (entretien du sol, diversification des cultures, cycle des nutriments, etc.), d'une **démarche scientifique** et d'un **mouvement social**. C'est cette troisième entrée qui va nous intéresser dans cette étude, car c'est elle qui est la plus à même de relier agroécologie et féminisme.

Inégalités structurelles et invisibilité des agricultrices

Des **inégalités** traversent et structurent le monde agricole sur l'ensemble du globe : l'accès inégal aux terres⁸, aux équipements, aux crédits, aux intrants, aux formations et aux marchés agricoles pour les agriculteurs et les agricultrices⁹. Les études de genre montrent comment **le travail des femmes en agriculture a historiquement été dévalué et sous-évalué**¹⁰. Elles mettent aussi en évidence les discriminations auxquelles sont souvent confrontées les agricultrices en matière d'accès à la propriété foncière, de revenus agricoles (globalement inférieurs pour les femmes à travail égal) ou d'accès

aux nouvelles technologies¹¹. Certains travaux soulignent toutefois la nécessité d'apporter des nuances dans l'étude des inégalités et pointent le risque de considérer « les femmes rurales » comme une catégorie homogène, ce qui peut conduire à des interprétations erronées, voire à la reproduction de mythes concernant le travail agricole des femmes ou leur rôle dans la production alimentaire mondiale¹².



Objectif France Inde, 2024

En France, le long combat mené par les agricultrices pour l'obtention d'un statut équivalent à celui des hommes reflète cette dévalorisation du travail réalisé par les femmes¹³. Les inégalités de genre se situent à différents niveaux : taille des exploitations, différence de revenus, écarts au niveau des pensions de retraite, répartition inégale des aides (cf. encadré « Les inégalités de genre dans l'agriculture française », p.10). **Le manque de données sur les agricultrices** – et de données ventilées selon le sexe – reflète des biais de genre dans l'ensemble des analyses du secteur agricole, qui se traduisent par des politiques publiques le plus souvent aveugles au genre. **Loin de réduire les inégalités structurelles entre agricultrices et agriculteurs, ces politiques ont tendance à les renforcer** : par exemple, les femmes représentent 39 % des nouvelles installées en agriculture en France en 2020, mais seulement 23 % des bénéficiaires de la Dotation jeune agriculteur (DJA, une aide financière à l'installation agricole d'un montant conséquent, avoisinant en moyenne les 40 000 euros)¹⁴.

6. Par système dominant, nous entendons le système agricole industriel qui définit aujourd'hui largement les règles de production, de transformation et de commercialisation, défendu et soutenu par les syndicats agricoles majoritaires et par les lobbies de l'agro-industrie. On peut retrouver ces analyses dans le rapport produit par le Panel d'experts sur les systèmes alimentaires durables : IPES-FOOD, 2016, *De l'uniformité à la diversité*, https://ipes-food.org/_img/upload/files/Uniformitea-la%20Diversite_IPES_FR_Full_web.pdf

7. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Agroécologie>

8. Agarwal, B., 1994, *A field of women's own: Gender and Land Rights in South Asia*, Cambridge University Press.

9. FAO, 2011, *The State of Food and Agriculture. Women in Agriculture: Closing the gender gap for development*. Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome. www.fao.org/3/i2050e/i2050e.pdf

10. Sachs, C. E., 2018, *Gendered fields: Rural women, agriculture, and environment*. Routledge, London.

11. Anderson, C., Bruil, J., Chappell, J., Kiss, C. and M. Pimbert, 2020, *Agroecology Now! Transformations towards more just and sustainable food systems*. Chapter on Equity. Palgrave Macmillan. https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-030-61315-0_8

12. Doss, C., Meinzen-Dick, R., Quisumbing, A., Theis, S., 2017, Women in agriculture: Four myths. *Global Food Security*, 2017, 16, 69-74.

13. www.lemonde.fr/societe/article/2023/03/08/l-egalite-des-droits-conquete-inachevee-des-agricultrices-je-ne-veux-pas-avoir-de-comptes-a-rendre-ni-a-un-mari-ni-a-un-patron_6164573_3224.html

14. Oxfam, 2023, *Agriculture : Les inégalités sont dans le pré*. www.oxfamfrance.org/rapports/agriculture-les-inegalites-sont-dans-le-pre

Au Brésil, on estime que près de 15 millions de femmes travaillent dans l'agriculture sans être reconnues comme travailleuses rurales ou agricultrices. Seulement 16 % sont propriétaires de la terre où elles vivent et lorsqu'elles sont rémunérées, elles perçoivent 38 % du revenu des hommes vivant de l'agriculture¹⁵.

Le modèle de l'agriculture familiale entretient le fait que l'identité professionnelle des agricultrices reste fortement liée aux liens matrimoniaux qui les unissent à un chef d'exploitation :

« Même si elle est organisée différemment de l'agriculture de firme, l'agriculture familiale reste généralement soumise aux logiques du marché capitaliste et marquée par la division sexuelle du travail. Les hommes sont assignés prioritairement à la sphère productive et les femmes à la sphère reproductive. Les hommes sont valorisés dans les espaces de commercialisation, de formation, d'assistance technique et d'action politique. Ce modèle alimente une reproduction sociale de la disqualification du travail des femmes dans le contexte domestique et productif/économique »¹⁶.

Depuis plusieurs décennies, des mouvements de femmes se sont structurés au Brésil, avec au départ des revendications comme l'assurance sociale ou l'accès à la terre. Au fil du temps, ces travailleuses rurales – composées de *quilombolas* (personnes d'origine africaine), de pêcheuses, des casseuses de coco, ainsi que d'autres catégories de femmes rurales – vont affiner leurs réflexions sur les relations de genre et le rôle des femmes dans la société, et leur critique du modèle agro-industriel. Leur mobilisation va jouer un rôle essentiel dans l'incorporation de demandes des femmes rurales dans l'agenda politique pour l'agriculture familiale, l'agroécologie et la sécurité alimentaire.

De la même manière, en Inde, les contributions des agricultrices restent largement sous-évaluées et ces dernières sont rarement reconnues comme des agricultrices de plein droit malgré leur rôle majeur dans la gestion des cultures, les opérations post-récoltes et le soin aux animaux¹⁷. Leur capacité à prendre des décisions est aussi limitée par le fait qu'elles sont souvent exclues de la propriété foncière, et peu représentées dans les organisations agricoles, les syndicats ou encore les comités de gestion de l'eau. L'organisation Makaam (Mahila Kisan Adhikaar Manch, Forum pour les droits des agricultrices) mène des actions en faveur des femmes rurales à travers tout le pays. Par ailleurs, de nombreux collectifs soutiennent des cultivatrices dans leurs efforts pour redonner aux mils une place dans

l'agriculture semi-aride. Le Réseau des Mils de l'Inde (Millet Network of India) regroupe une cinquantaine d'organisations paysannes à travers le pays, dont plusieurs sont composées uniquement de femmes. C'est le cas de Tamil Nadu Women's Collective (TNWC) qui rassemble 30 000 cultivatrices¹⁸.



Réunion Mahila Kisan Adhikaar Manch, Inde

Des agricultrices moins décisionnaires et plus impactées par le changement climatique

Différents travaux ont aussi montré comment l'agriculture commerciale dépossède les agricultrices de leur autonomie décisionnelle, en axant tout le développement agricole autour de l'agriculteur comme chef d'exploitation et courroie de transmission d'une modernisation agricole bien rodée¹⁹. C'est ainsi que les filières agro-industrielles du soja ou du maïs en Amérique latine et du coton ou de la canne à sucre en Inde se sont développées selon un **modèle agricole capitaliste et patriarcal, souvent aux dépens des cultures vivrières entretenues par les femmes**²⁰. L'action collective des femmes – via l'organisation de groupements de productrices ou de coopératives féminines – permet dans de nombreux contextes aux agricultrices de garder le contrôle sur leurs productions, de décider des termes de la commercialisation et parfois d'acquérir de nouvelles terres²¹.

15. Prévost, H., Galgani S. L., Guéat-Bernard H., 2014, « Il n'y aura pas d'agroécologie sans féminisme : l'expérience brésilienne », *Revue Pour*, 2014/2 (N° 222), p. 275-284. www.cairn.info/revue-pour-2014-2-page-275.htm

16. *Ibid.*

17. www.devex.com/news/can-better-data-change-the-fate-of-india-s-invisible-female-farmers-96664

18. www.goya.in/blog/in-tamil-nadu-women-sustain-the-revival-of-a-grain-orphaned-by-the-green-revolution

19. Salmons, M. « Des paysannes en France : Violences, ruses et résistances », *L'Harmattan, Cahiers du Genre*, 2003/2, n°35, pp. 117-140.

20. Pionetti, C., 2005, *Sowing Autonomy : Gender and Seed Politics in Semi-Arid India*, IIED, London.

21. Baden, S., 2013, *Women's Collective Action, Unlocking the potential of agricultural markets*, Oxfam International. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/womens-collective-action-unlocking-the-potential-of-agricultural-markets-276159/>



Agronomes et vétérinaires sans frontières, AVSF, Pérou, 2022



Régie rurale du plateau, France, 2023

Les études de genre soulignent aussi que les **agricultrices sont les premières impactées par les effets du changement climatique**. Malgré le manque de ressources et de moyens, elles ont développé des stratégies pour s'y adapter²². Dans certains cas, le changement climatique aggrave les inégalités : il ajoute de nouvelles charges pour les femmes en milieu rural, comme les corvées de bois et d'eau, et peut induire de nouvelles formes de discrimination. Une apicultrice corse explique ainsi que lorsqu'elle monte ses ruches en altitude pour s'adapter au changement climatique, elle se retrouve «à la merci de tous ces hommes qui ont une parcelle de pouvoir sur le territoire – Office national des forêts (ONF), maires, chasseurs, propriétaires terriens»²³. Cette apicultrice est membre de la Commission femmes de la Confédération paysanne, qui milite sur le terrain juridique notamment pour faire condamner les violences sexistes et sexuelles dans le monde agricole en France.

Tout un corpus de connaissances s'est par ailleurs développé pour **documenter les connaissances spécifiques des agricultrices et leur capacité d'innovation** dans de nombreux domaines : diversité de cultures dans les régions semi-arides, dans les écosystèmes forestiers ou encore dans les zones humides ; jardins potagers très diversifiés ; lien entre la flore sauvage et les espèces cultivées ; semences paysannes ; savoirs traditionnels de cueillette sauvage ; soins aux animaux d'élevage ; apiculture de plaine ou de montagne²⁴. **Ces savoirs et**

ces pratiques – souvent partiellement érodés, mais qui subsistent en marge des systèmes agricoles dominants – **constituent des socles sur lesquels l'agroécologie peut venir s'appuyer.**

Les mouvements d'agroécologie et le rôle des femmes dans ces initiatives

Plusieurs courants d'agroécologie ont vu le jour dans différentes régions du monde (Brésil, Mexique, États-Unis, Inde, Népal, France), depuis les années 1970-1980 jusqu'à aujourd'hui, à partir de différents constats :

- quête de justice sociale (lutte contre l'accaparement des terres ou les inégalités entre cultivateurs et « sans-terre », comme au Brésil),
- prise de conscience – souvent portée par des femmes – des effets néfastes des pesticides sur la santé humaine ou animale et sur les écosystèmes, par exemple en Amérique latine,
- critique et essoufflement du modèle agricole intensif (à travers l'Europe, en Argentine, au Brésil),
- besoin de produire une nourriture locale pour des raisons économiques (problème d'accès à l'alimentation pour les populations urbaines les plus défavorisées, comme à Detroit aux États-Unis),
- adaptation au changement climatique et quête de systèmes plus résilients face au manque d'eau et aux sécheresses répétées (Afrique subsaharienne, Inde, Europe du Sud).

En Europe, l'agroécologie entre dans le champ sémantique de la **transition agroécologique**, c'est-à-dire la transformation des systèmes agricoles et alimentaires vers des modes de production et d'organisation plus durables. Un nombre croissant d'études mettent en

22. www.adaptation-undp.org/Impact2/topics/food-nutritional-security.html

23. Oxfam, 2023, *Agriculture : Les inégalités sont dans le pré.*

24. Howard, P., 2003, *Women and plants. Gender relations in biodiversity management and conservation*, Zed Books, London. www.researchgate.net/publication/320347090_Women_and_Plants_Gender_Relations_in_Biodiversity_Management_and_Conservation

évidence le **rôle majeur des femmes dans ces processus de transition** : en France par exemple, les agricultrices sont proportionnellement plus nombreuses à opter pour l'agriculture biologique que leurs homologues masculins et elles s'inscrivent plus souvent dans des logiques de diversification et de circuits courts²⁵.

Les exemples de conversion à grande échelle vers l'agroécologie sont rares. Bien souvent, l'agroécologie cohabite, sur des surfaces relativement limitées, avec des exploitations plus grandes tournées vers la production intensive, la spécialisation, les filières longues et l'agro-industrie.

Parmi les mouvements qui ont atteint une certaine ampleur, on peut citer :



- La **COFERSA** (Convergence des femmes rurales pour la souveraineté alimentaire) est une coalition de réseaux et d'organisations paysannes au Mali. Elle offre aux femmes rurales un espace d'expérimentation, d'échange et de dialogue concernant la production et la transformation agricoles. Cette organisation est devenue une interlocutrice du gouvernement malien sur un certain nombre de sujets : soutenir les cultures locales de fonio, de mil et de sorgho, réduire les importations alimentaires, refuser la culture des organismes génétiquement modifiés (OGM).

- Le **Zero Budget Natural Farming Movement (ZBNF)** a démarré au Karnataka en Inde avec l'appui du syndicat agricole Karnataka Rajya Raitha Sangha (KRRS), membre de la Via Campesina. Ce système a été institutionnalisé en Andhra Pradesh, où il concerne plus de 500 000 paysans et paysannes. Aucune analyse féministe ne semble avoir été menée concernant ce mouvement, même si des agricultrices sont concernées par ces pratiques agricoles alternatives qui réduisent à la fois les coûts et la pollution chimique.

- L'association **Deccan Development Society (DDS)**, elle aussi basée au sud de l'Inde, dans l'État du Telangana, regroupe des milliers de paysannes Dalit avec plusieurs objectifs communs : se réapproprier

des terres peu fertiles, promouvoir la culture des mils particulièrement adaptée aux régions semi-arides, retrouver une autonomie de décision dans leurs communautés²⁶. DDS a joué un rôle important dans la décision du gouvernement indien d'intégrer les mils dans son programme de distribution alimentaire, mettant ainsi fin à une prépondérance du blé et du riz. Symboliquement, ces deux céréales sont associées à la prédominance d'une agriculture intensive pilotée par des hommes, à l'opposé de l'agriculture vivrière très diversifiée des zones semi-arides que défendent les paysannes Dalit²⁷.

- Le **Mouvement des Femmes Paysannes (MMC)** rassemble des travailleuses de la terre de tout le Brésil et fait partie de la Via Campesina²⁸. Elle promeut un « féminisme paysan populaire », sans référence particulière à l'agroécologie. Il existe par ailleurs au Brésil un réseau d'agriculture écologique qui a commencé à se constituer dans les années 1970. Il concernait en 2005 plus de 12 000 propriétés à l'échelle du pays et plus de 800 000 hectares. Il ne cible pas particulièrement les femmes²⁹. Le réseau REDE ECOVIDA, mouvement social du sud du Brésil, rassemble 180 municipalités et quelque 2 400 producteurs et productrices autour de l'agroécologie. Là non plus, il ne semble pas y avoir d'optique féministe visant à transformer les rapports de pouvoir entre hommes et femmes.

Ainsi, même si un nombre croissant d'organisations commencent à s'approprier l'agroécologie, seul un petit nombre d'entre elles y voient un moyen de réduire les inégalités entre les hommes et les femmes, et mettent en œuvre des actions pour atteindre cet objectif.



Zero Budget Natural Farming Movement, Andhra Pradesh, 2019

25. Oxfam, 2023, *op. cit.* Voir aussi : Gatet, A. et Niakaté, A., 2023, *Inégalités de genre, crise climatique et transition écologique. Avis/Rapport du Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE)*. www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Annexe/2023/2023_05_inegalites_genre_synthese.pdf

26. Voir "Daughters of the Soil: Meet the fiery Dalit women working to preserve millet biodiversity". www.youtube.com/watch?v=E_HHEF1guH8

27. Ionetti, C., 2005, *Sowing Autonomy : Gender and Seed Politics in Semi-Arid India*, IIED, London.

28. Movimento de la mujeres campesinas. <https://mmcbrazil.org/construcao-das-camponesas/>

29. Brandenburg, A., 2008, Mouvement agroécologique au Brésil : trajectoire, contradictions et perspectives. *Natures, Sciences, Sociétés* 2008/2, Vol. 16. www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2008-2-page-142.htm

2

Agroécologie et prises de conscience féministes : composer avec les réalités du terrain

Cette seconde partie s'intéresse de plus près à une dizaine de projets soutenus par la Fondation RAJA-Danièle Marcovici dans quatre pays : Colombie, France, Inde, Sénégal³⁰.

Grille d'analyse sur le genre

Aborder un projet en agroécologie du point de vue du genre, c'est s'intéresser à toutes ses dimensions en questionnant systématiquement la prise en compte des différences entre hommes et femmes, l'accès des femmes aux ressources du projet, leur capacité à s'inscrire dans les activités du projet et à influencer sur les décisions.



Ishpingo, Équateur, 2020

Pour les projets soutenus par la Fondation RAJA-Danièle Marcovici, les points suivants ont été explorés du point de vue du genre :

- adoption de pratiques agroécologiques par les femmes et les hommes : pratiques liées aux sols, à la restauration de la fertilité des terres, à l'eau, aux semences, aux engrais ; pratiques d'agroforesterie ; techniques de production, de transformation et/ou de commercialisation,
- formation et accès aux connaissances, acquisition des nouvelles compétences pour les femmes et pour les hommes,
- accès au foncier et au crédit pour investir dans l'agroécologie, les semences, les équipements agricoles ou dans d'autres activités (apiculture, vannerie, couture, commerce, etc.), pour les femmes et les hommes,
- accès à de nouvelles sources de revenus et contrôle de ces revenus par les femmes ; accès à des compétences en gestion financière pour les femmes (ex. : ouvrir et gérer son propre compte en banque),
- inclusion de femmes issues de foyers ou de communautés vulnérables,
- approches utilisées pour mobiliser les femmes sur le terrain, identifier les freins et les discriminations de genre, développer des formations appropriées, accompagner les femmes,
- place et rôle des femmes dans le *leadership* des organisations, dans la gouvernance des structures et des réseaux,
- transformation des relations économiques au sein du foyer suite à la mise en place de pratiques agroécologiques,
- transformation des rapports de genre au sein des foyers et des communautés et mobilisation des hommes sur la question du genre,
- prise en compte d'indicateurs plus larges comme l'éducation des filles, l'âge du mariage, les violences domestiques, la participation des femmes à la vie publique,
- suivi et évaluation des projets : méthodes et outils utilisés pour l'analyse genre, difficultés rencontrées, besoins d'appui spécifique ou d'accompagnement sur le genre.

Les **entrées retenues** par les différents projets pour développer l'agroécologie sont très diverses. Les principaux points d'entrée sont :

- la préservation des semences et de la biodiversité cultivée,
- l'entretien des forêts et des corridors de biodiversité,
- la valorisation des savoirs indigènes ou locaux dans la préservation des écosystèmes,

30. Pour mener cette étude, 25 entretiens ont été menés de février à avril 2023 (en ligne pour la plupart) avec des chargées de projet, coordinateur-trices, leaders paysan-nes, chercheurs-euses et des volontaires de solidarité internationale dans ces quatre pays.

- la question de l'eau (construction ou réhabilitation de réservoirs),
- l'accès au foncier, de manière individuelle ou collective (parcelles partagées par des femmes),
- l'essaimage de pratiques agroécologiques à partir d'une ferme-modèle,
- l'installation agricole ou l'entrepreneuriat rural (au féminin),
- le développement de filières agricoles (depuis la production jusqu'à la commercialisation),
- l'appui à des organisations paysannes, y compris à des organisations paysannes féminines.

« La priorité des entrepreneuses qu'on essaie de mettre en réseau en milieu rural, ce n'est pas de produire, c'est de planter des haies, de préserver la biodiversité, d'économiser l'eau. Le problème, c'est que cela n'a aucune valeur économique. Si ces gestes rapportaient de l'argent, elles seraient riches ! Gagner de l'argent, ce n'est pas leur priorité ; ce qui compte pour elles c'est d'être en accord avec leurs valeurs », Céline Burdin, WECF France, accompagnement d'entrepreneuses rurales dans l'Ain (France).



Clotilde Bato et Vandana Shiva, 2019, Paris

« Dans son travail au Rajasthan (Inde), l'association SOL s'est appuyée sur les groupes d'entraide de femmes dédiés à l'épargne collective pour partager des informations sur les pratiques agroécologiques. Ces groupes n'ont pas seulement



Navadanya et SOL, Rajasthan

vocation à transmettre des connaissances ou échanger des semences : ils aident aussi à la transformation sociale. Au bout de deux ou trois ans, la parole des femmes se libère », Clotilde Bato, coordinatrice de SOL (Inde).

De la même manière, on trouve dans les projets d'agroécologie une **diversité d'approches concernant la prise en compte de l'égalité femmes-hommes** avec des revendications féministes plus ou moins affirmées. Parmi les objectifs affichés des projets, on peut citer :

- l'émancipation économique des femmes,
- la participation accrue de femmes aux échelons décisionnels dans les organisations,
- la valorisation du rôle des femmes dans les communautés indigènes,
- la transformation des rapports sociaux de genre au sein des communautés rurales ou indigènes (ex. : réduction de la violence domestique, accès aux terres cultivables pour les femmes, écoles paysannes féministes),
- l'accès « égalitaire » aux pratiques agroécologiques pour les hommes et les femmes, sans discrimination positive en faveur des femmes (cf. « Sur le terrain... #1 »).

Sur le terrain...

#1 L'ONG AgriSud International est une organisation de développement agricole. La question du genre n'est pas dans l'ADN de l'organisation. « On encourage l'entraide dans le couple dans nos projets d'agroécologie au Sénégal », explique Claire Kieffer, coordinatrice de projets. Ainsi, les formations sur le maraîchage ou l'élevage de volaille sont accessibles aux hommes comme aux femmes.

Pourtant, Louis-Etienne Diouf, chef de projet au Sénégal, voit un intérêt à travailler avec les femmes : « Elles sont plus réceptives quand il s'agit d'adopter des pratiques agroécologiques. Avec les hommes, le changement n'est pas si rapide ». Louis-Etienne se félicite des actions que les femmes ont mises en place, après avoir remis en culture les périmètres maraîchers délaissés par les hommes dans la région de Tawafal, dans le bassin arachidier du Sénégal, à 120 km de Dakar. Elles ont planté des arbres fruitiers et des allées de moringa, créé des séchoirs solaires et des unités de transformation. Elles fabriquent des biofertilisants à partir de feuilles de neem, de leucaena (le faux mimosa), d'ail ou de piment. Elles se sont aussi organisées pour siéger dans les comités de gestion des périmètres irrigués.

Les **stratégies** développées par les différentes organisations pour **toucher, organiser ou mobiliser des femmes et pour améliorer leur participation**, sont, elles aussi, variées.



PikPik Environnement, France, 2022

Ces stratégies visent à :

- adapter les horaires des formations ou le calendrier des réunions aux contraintes horaires ou saisonnières des femmes,
- cibler des activités économiques facilement accessibles pour les femmes (ex. : l'apiculture, la production de compost, les pépinières, etc.),
- favoriser l'accès des femmes aux ressources financières, via l'épargne collective ou le microcrédit,
- créer des **groupes de femmes rurales** et/ou **paysannes** en non-mixité dans un objectif d'émancipation sociale ou politique :
 - **groupes d'agricultrices** pour favoriser l'apprentissage de pair-à-pair, les échanges et la solidarité entre femmes sur les fermes³¹,
 - **pépinière d'agricultrices** pour renforcer la confiance, les compétences et le *leadership*, dans l'optique d'améliorer la parité dans les organisations agricoles syndicales,
 - **groupes d'entraide** (*Self-Help Groups* ou *sangams*) animés grâce à des outils d'éducation populaire pour mobiliser les populations les plus exclues ou marginalisées
 - **cercles de femmes** pour créer des espaces d'échange, de dialogue intergénérationnel et de renforcement de l'estime de soi (cf. « Sur le terrain... #2 »).
 - susciter des prises de conscience sur les inégalités de genre et favoriser des changements de comportements en menant une analyse en continu avec les actrices et acteurs du terrain via des processus de recherche-action féministe (cf. « Sur le terrain... #3 », p.20).

31. En France, le réseau CIVAM anime depuis plusieurs années des groupes de femmes, avec un essor important du nombre de groupes entre 2018 et 2023. On recense aujourd'hui une quinzaine de groupes sur tout le territoire. Pour l'animation de ces groupes, voir CIVAM, 2021, *Boîte à outils : créer, animer, interroger l'existence de groupes agricoles en non-mixité choisie*. www.civam.org/ressources/reseau-civam/type-de-document/outil/animer-groupes-agricoles-non-mixite-choisie

Tour d'horizon de quelques projets

De nombreux projets soutenus par la Fondation RAJA-Danièle Marcovici parviennent à la fois à renforcer le pouvoir d'agir des femmes et améliorer leur participation aux décisions, et à réorienter les pratiques agricoles, reboiser des zones dégradées, protéger les cours d'eau et la biodiversité. En voici trois exemples issus de contextes très contrastés.

Sur le terrain...

#2 L'association Forestever en Colombie appuie des communautés indigènes d'Amazonie « pour renforcer leur autonomie, et les aider à rester sur leur territoire pour pouvoir les préserver », explique Claire Davigo, coordinatrice du projet. En 2023, Forestever crée et anime pour la première fois un projet 100 % femmes, avec la création de cercles de femmes. Ce projet est très marqué par l'expérience de l'une des leaders indigènes Okaina, Anitalia Pichu, par son analyse féministe du conflit armé en Colombie, de l'impact de la colonisation, de l'économie extractiviste et du narcotrafic sur la vie quotidienne des femmes indigènes. Cette activiste a été impliquée dans le processus de paix pour la Colombie (2016) avant de retourner travailler avec les communautés indigènes.



Forestever, Colombie, 2023

Le projet de Forestever vise à redonner une place aux guérisseuses traditionnelles dans leurs communautés. Les échanges intergénérationnels au sein des cercles de femmes aident les femmes, y compris les jeunes femmes, à reprendre le contrôle de leur corps, de leur santé, de leur alimentation en s'appuyant sur les savoirs ancestraux des guérisseuses, sur leurs connaissances de la forêt et des nombreuses espèces sauvages et cultivées de leur territoire. Les femmes sont aussi encouragées à s'impliquer dans la plantation d'arbres, la production de graines et de plants, mais aussi la création de kits écologiques de santé menstruelle.



Objectif France Inde, Tamil Nadu

Microcrédit, agroécologie et émancipation des femmes (Inde)

En Inde, les *sangams* ou *Self-Help Groups* (SHG) sont très présents. Il s'agit de petits groupes d'entraide composés de femmes, constitués à l'échelle d'un village et fédérés à l'échelle d'un district ou d'un état. Les *sangams* sont très efficaces pour mobiliser des femmes Dalits ou appartenant à des groupes ethniques minoritaires, les inciter à épargner ensemble puis à agir de manière collective.

Ce modèle repose sur des méthodes éprouvées de mobilisation et d'accompagnement des populations les plus marginales. C'est le modèle choisi par Objectif France Inde (OFI) dans le district de Trichy au Tamil Nadu pour favoriser l'accès de femmes Dalits ou tribales à l'eau, à des terres cultivables, à des revenus, à des prêts bancaires. OFI s'appuie sur l'expérience de SEVAI (Society of Education, Village Action and Improvement), une organisation spécialiste du microcrédit et de la formation des groupes d'entraide en Inde. « C'est une organisation de femmes, qui milite pour l'égalité salariale, les politiques genre, et qui transforme la vie de milliers de femmes », précise Benjamine Oberoi, coordinatrice d'OFI. Depuis plus de 20 ans, Vanitha travaille avec des groupes de femmes pour SEVAI. « Elle est responsable de 150 000 membres rassemblés en groupes d'épargne collective. Quand elle arrive dans un village où il n'y a rien, elle déploie ses outils de Participatory Rural Appraisal (PRA) pour identifier les priorités des femmes dans le village : revenus, éducation, nourriture... Puis elle met en place les groupes d'entraide et explique les principes du microcrédit pour les femmes ».

Comment fonctionne un *Self-Help Group*? C'est une vingtaine de femmes qui économisent au départ 100 roupies chacune (une très petite somme), ce qui

permet à chacune, une fois par an, d'emprunter une somme d'argent. Au bout de six mois, le groupe fait sa première demande de microcrédit, d'un montant de 60 000 roupies. En parallèle, les femmes participent à des formations et acquièrent des nouvelles compétences en gestion financière, sur la nutrition, la santé, sur leurs droits en tant que femme Dalits ou tribales.

Quand elles empruntent de l'argent au groupe, les femmes commencent généralement par acheter une chèvre ou une vache. Puis la deuxième année, parfois elles louent des terres pour cultiver des fleurs, des légumes (pour la vente) ou des herbes pour tresser des nattes. D'autres vont investir dans l'achat d'une machine à coudre ou à tisser. Peu à peu, les femmes développent des activités économiques qu'elles maîtrisent elles-mêmes. « On utilise les SHG pour donner du pouvoir aux femmes », explique Benjamine.

L'intérêt de ce modèle est aussi qu'il repose sur des politiques publiques : au bout de trois ans, le gouvernement indien prend le relais en favorisant l'accès au crédit pour les membres des *sangams*. OFI joue ainsi un rôle de « starter » pour mobiliser de l'argent public en faveur des femmes rurales les plus défavorisées, et développer ainsi des initiatives d'agroécologie centrées sur les femmes.

Sur le terrain...



Femmes agricultrices, Sénégal

#3 L'ONG Enda Graf Sahel s'engage auprès des communautés rurales et côtières du Sénégal. Sa particularité est d'appuyer les réseaux dans l'analyse genre, avec l'appui de l'organisation Women Engage for a Common Future (WECF). Depuis plusieurs années, ENDA Graf Sahel coordonne une initiative de recherche-action pour identifier les difficultés rencontrées par les femmes dans leurs activités de maraîchage, de restauration ou de pêche, notamment du fait des tâches domestiques qui leur sont assignées culturellement. Ce processus a conduit à mieux impliquer les hommes dans le partage des tâches domestiques, identifié comme un frein à l'égalité. Par ailleurs, l'acquisition de compétences en matière de construction d'argumentation et de plaider, y compris par les femmes, aide les communautés à formuler des revendications politiques et à défendre leurs droits.

Des ruches pour exister : mobilisation de femmes sur fond d'exploitation minière (Colombie)

Il existe un lien étroit entre conflit armé, narcotrafic, et exploitation minière dans le département de Boyocá en Colombie, situé dans les montagnes andines, durement touché par le conflit armé : « Les paramilitaires utilisent tout d'abord la violence pour accaparer les terres qu'ils destinent à l'extractivisme, puis agissent en tant qu'acteurs économiques en investissant dans l'exploitation des ressources »³². La violence perdure ainsi, car elle s'est inscrite dans le territoire. Les femmes sont les premières touchées par cette violence.

Dans le département de Boyocá, où AgroSolidaria mène ses activités, on compte 3 000 mines de charbon. De nombreuses municipalités, comme celles de Socotá, dépendent de l'activité minière. « Toutes les familles ont un lien direct ou indirect avec les mines de charbon », explique Alba Luz Duran, cheville ouvrière du projet d'AgroSolidaria depuis plus de 20 ans.

32. Celis, L., 2019, *Luttes paysannes en Colombie 1970-2016. Conflit agraire et perspectives de paix*. Presses universitaires d'Ottawa, Ottawa. Cité dans Chatal, A., 2022, *Apiculture et empoderamiento des femmes rurales de Socotá*, Mémoire de Master 2 Solidarité et transition durable, Institut Catholique de Paris.

C'est dans ce contexte très particulier que la coopérative AgroSolidaria opère. L'enjeu est triple :

- faire perdurer l'agriculture vivrière et familiale « pour quand la mine s'arrêtera, dans cinq ou dix ans », précise Alba,
- préserver l'environnement au travers de diverses activités (restauration d'écosystèmes, plantation d'arbres, recyclage des déchets, etc.),
- proposer aux femmes – dont les maris travaillent pour la plupart à la mine – des activités productives en lien avec la nature, leur permettre de se sentir plus en sécurité, de tisser des liens autour d'un projet commun.



Envol Vert et AgroSolidaria. Extraction des cadres de miel avec Camila Barera, Colombie, 2022

Mathilde Bonnart, coordinatrice à Envol Vert, l'ONG française qui a noué un partenariat avec la coopérative AgroSolidaria, explique que les femmes se sont rapidement tournées vers l'apiculture et les pépinières, plutôt que vers la culture du blé plus investie par les hommes. Pourquoi? « Parce que ces activités demandent peu de maintenance, et peuvent se faire sur des temps courts et pas nécessairement tous les jours » : les femmes arrivent à les combiner avec les tâches domestiques qu'elles gèrent à 100 %. « L'apiculture plaît aux femmes et la commercialisation du miel marche bien pour les femmes », ajoute Mathilde.

À travers l'activité apicole, en prenant soin des abeilles qui pollinisent les cultures, les femmes réalisent un travail de restauration de l'environnement, et elles deviennent actrices du bien-être de leur communauté. Et elles gagnent de l'argent en vendant le miel ou le pollen. « On a formé les femmes pour qu'elles prennent

l'habitude de garder l'argent qu'elles gagnent, au lieu de le donner à leur mari», souligne Alba.

Alba raconte l'évolution qu'elle a pu observer : « *Au départ, les femmes disaient 'Je ne fais rien', comme si elles n'existaient pas.* ». Aujourd'hui, elles ont changé leur manière de s'exprimer, elles ont plus de liens d'amitié entre elles, elles se sentent utiles dans la communauté. Les femmes parlent plus lors des ateliers, certaines abordent la violence intrafamiliale. Amélie, volontaire de solidarité internationale, ajoute : « *On a vu la fierté de ces femmes et de leurs filles quand elles ont extrait leur miel la première fois !* » Les petits groupes de 10 ou 15 personnes développent peu à peu leurs ruchers, avec le soutien de l'association Envol Vert. Une marque a été créée pour commercialiser le miel, le pollen, la farine de blé.

Une pépinière pour améliorer la parité dans les instances décisionnelles (France)

Depuis plusieurs années, la Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB) mène, via son initiative « Femmes et Bio », des actions pour faire entendre la voix des agricultrices. Les groupes départementaux du réseau sont de plus en plus nombreux à mettre en place des actions, comme des journées d'échange dédiées aux questions de genre ou des groupes femmes. Aujourd'hui, la FNAB cherche à améliorer la parité dans les instances décisionnelles aux échelons régionaux et nationaux. Explications d'Anne Picot, chargée du projet, et Stéphanie Pageot, agricultrice et ancienne présidente

Stéphanie Pageot, agricultrice, ancienne présidente de la Fédération nationale de l'agriculture biologique



de la FNAB, à l'initiative du groupe « Femmes et Bio ».

Quelles sont les motivations des agricultrices pour se rencontrer entre elles ?

- Elles éprouvent un besoin de se rencontrer, d'échanger et beaucoup sentent qu'elles n'arrivent pas à le faire dans des espaces mixtes. Des groupes informels de productrices, d'entrepreneuses, de femmes artisanes ont vu le jour, et les femmes se rendent compte que ça les aide non seulement personnellement, mais aussi dans leur entreprise.
- Les femmes utilisent ces espaces non mixtes pour questionner les pratiques sur la ferme, la répartition des tâches, leur épanouissement personnel. « *La question des conditions de travail, de la pénibilité est encore un peu tabou dans le monde agricole, c'est difficile à mettre sur la table. Entre elles, les agricultrices se sentent plus libres pour aborder des questions comme comment s'organiser pour moins travailler, comment alléger ses journées et ne pas se faire mal, comment prendre soin de soi, gérer son temps, se soucier de sa santé,* » témoigne Anne.
- De plus, un grand nombre d'agricultrices ont des convictions politiques fortes et l'envie de militer dans le monde agricole, mais elles ont du mal à se sentir à leur place dans les organisations professionnelles (syndicats, associations).





Quels sont les constats concernant la parité à la FNAB ?

- « Nous avons eu Stéphanie Pageot comme présidente de 2013 à 2018. Aujourd'hui, dans le conseil d'administration de la FNAB, on a trois femmes titulaires sur treize élu-es. Aucune de ces femmes ne fait partie du Bureau pour l'instant. Celui-ci se réunissait le mercredi soir de 18h à 20h. À la demande des agricultrices membres du conseil d'administration, ces réunions ont maintenant lieu le vendredi de 11h à 13h. Cela devrait faciliter la participation des femmes », explique Anne.
- Avec l'appui du groupe Egaé, une session de sensibilisation aux questions de genre a été organisée au niveau du conseil d'administration de la FNAB. Un des sujets abordés était les violences sexistes. « Nous avons eu de bons retours, mais on doit aller plus loin », précise Anne.

Comment le projet de pépinière – dont l'objectif est de faciliter l'accès d'agricultrices bio à des fonctions dirigeantes aux échelons régionaux et nationaux – a-t-il émergé ?

- Ce projet provient d'un constat : il y a des femmes dans les conseils d'administration des groupements départementaux d'agriculture biologique, mais beaucoup moins aux échelons régionaux et nationaux. Une étude menée sur la place des femmes dans l'agriculture biologique (auprès de 2500 femmes) montre que le manque de temps est un frein majeur à l'engagement professionnel pour 64 % d'entre elles (33 % invoquent la difficulté de concilier vie pro, vie perso et vie syndicale, 23 % ont le sentiment

de ne pas y avoir leur place, et 18 % évoquent des difficultés pour se faire remplacer sur la ferme)³³.

- Les agricultrices craignent de se retrouver seules dans les conseils d'administration. « Déjà quand on construit un argumentaire à deux, ça change quelque chose », précise Stéphanie.
- La FNAB a aussi fait le constat que les agricultrices bio se sentent peu armées pour suivre des discussions politiques. Elles ont souvent le sentiment de mal connaître le monde agricole et les enjeux politiques qui le traversent. La formation est donc une solution.

La première session de la pépinière (2022-2023) a rassemblé 18 agricultrices venues de toute la France, d'âges différents, certaines au fait des questions féministes et d'autres moins. La pépinière propose un accompagnement collectif et individuel, avec un contenu technique et politique, et des séances visant à renforcer la confiance en soi, la prise de parole en public, le sentiment de légitimité. « Ces 18 productrices ont gagné en confiance et en crédibilité dans leurs groupements départementaux et dans leurs engagements », assure Anne.

Cette première expérience devrait permettre de nourrir les réflexions sur la parité dans les réseaux d'agriculture biologique. Une nouvelle session est d'ores et déjà prévue pour accompagner de nouvelles agricultrices.

33. www.terre-net.fr/agriculture-biologique/article/167123/place-des-femmes-dans-l-agriculture-bio-etude-de-la-fnab

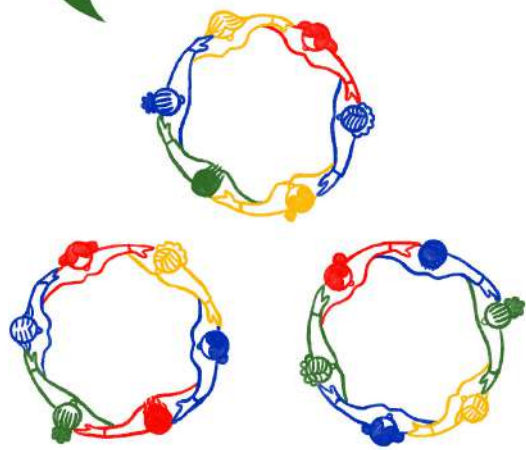
DROITS DES FEMMES ET AGROÉCOLOGIE : QUELLES APPROCHES ?

DROITS DES FEMMES,
RÉDUCTION DES INÉGALITÉS



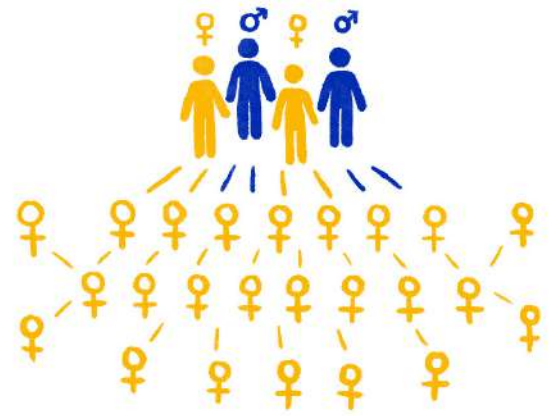
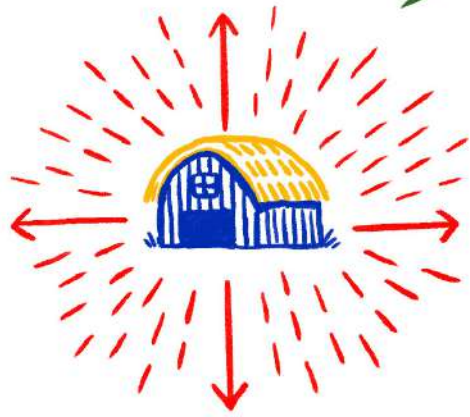
Groupes d'entraide
féminins

Cercles de femmes



Recherche-action
féministe

Essaimage à partir
d'une ferme modèle



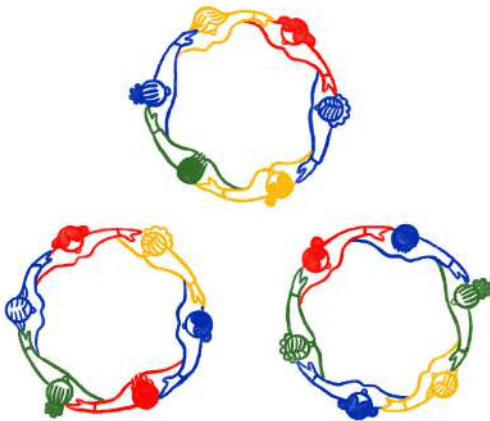
Pépinière d'agricultrices,
pour la parité aux niveaux décisionnels

L'AGROÉCOLOGIE COMME MOUVEMENT
DE TRANSFORMATION SOCIALE



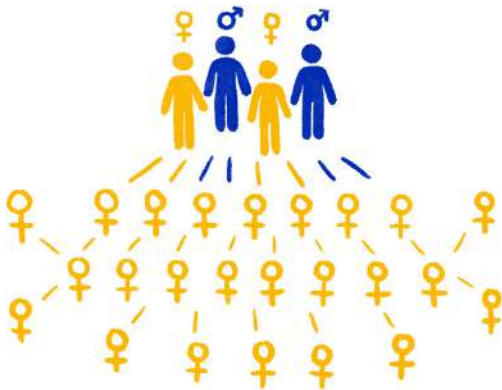
Groupes d'entraide féminins

- Entraide, soutien, solidarité
- Renforcement des capacités et hausse des revenus
- Projets collectifs
- Conscientisation politique



Cercles de femmes

- Leadership des femmes
- Valorisation des savoirs et recherche de solutions collectives
- Espace de parole libre
- Autonomie décisionnelle



Pépinières d'agricultrices

- Confiance en soi
- Echanges, rencontres et montée en compétences
- Conscientisation politique et personnelle
- Partage du pouvoir dans les instances dirigeantes (parité)



Recherche-action féministe

- Analyse des rapports de pouvoir (foyers, communautés, organisations)
- Questionnements et recherches de solutions
- Essaimage de bonnes pratiques et partage de connaissance
- Transformation sociale

**QUE PRODUISENT LES DIFFÉRENTES STRATÉGIES
D'EMPOWERMENT DES FEMMES ?
(DANS DES PROJETS D'AGROÉCOLOGIE)**

3

L'agroécologie : de la souveraineté alimentaire au projet politique féministe

Amplifier la mobilisation des femmes rurales

À l'échelle mondiale, l'agroécologie féministe tente de partir de l'expérience des femmes rurales, et plus particulièrement des **femmes appartenant aux groupes les plus marginalisés** : paysannes sans terre, femmes appartenant à des peuples indigènes, populations autochtones ou minorités ethniques, paysannes Dalit (anciennement « intouchables ») en Inde, femmes de descendance africaine, femmes vivant dans des écosystèmes fragiles (haute montagne, littoraux impactés par la montée des eaux...) ou dans des zones désindustrialisées ou polluées. Par essence, **l'agroécologie féministe intègre des analyses sur les rapports de domination entre groupes sociaux, y compris entre hommes et femmes.**

L'un des derniers numéros de *Farming Matters* (consacré aux agricultures paysannes dans le monde) porte sur le thème de l'agroécologie et du féminisme. Il s'intéresse à la manière dont **les femmes se sont emparées de l'agroécologie comme alternative au modèle agricole et alimentaire dominant**³⁴. Des études de cas issues d'une trentaine de pays mettent en évidence les liens qui existent entre l'agroécologie d'une part et de l'autre les combats des femmes rurales pour faire entendre leurs voix, gagner en légitimité et en statut.

Lorsque des mesures spécifiques sont prises pour rassembler des femmes, leur permettre de s'interroger sur leurs pratiques, d'agir comme sujets et de questionner la division sexuée du travail, alors l'agroécologie a un potentiel émancipateur pour les femmes. De nombreuses initiatives pilotées par des organisations féministes arrivent à cette conclusion. Le projet Femmes et Agroécologie mené par ActionAid au Brésil dans les années 2010 souligne une corrélation positive entre les dynamiques agroécologiques et l'émancipation des femmes si cette condition est remplie³⁵.

L'Assemblée de Femmes Rurales (Rural Women's Assembly, RWA), un réseau d'organisations de femmes rurales couvrant neuf pays du sud de l'Afrique, a pu



Manifestation des agricultrices de la Rural Women's Assembly, Afrique du Sud, 2019

remettre en question le modèle patriarcal qui soutient l'agri-business et les industries extractivistes, et développer des actions pour améliorer le *leadership* des femmes dans des mouvements de grande ampleur et dans certains syndicats agricoles (en Namibie par exemple)³⁶. La RWA organise des **écoles féministes, des séances sur le leadership** et des campagnes de formation à l'utilisation des réseaux sociaux pour les jeunes femmes. Elle utilise les outils de l'éducation populaire féministe pour construire des alliances et **amplifier la mobilisation des femmes rurales** face à différentes menaces impactant l'environnement et le bien-être des populations.

Au Mexique, dans les Andes, en Inde, dans les communautés autochtones d'Amérique du Nord, des femmes inventent, à travers l'agroécologie, des **nouveaux modèles de justice sociale et des relations économiques plus équitables et plus apaisées autour de la nourriture.**

L'agroécologie féministe interroge les rapports de pouvoir au sein des foyers et des communautés, et place la justice sociale au cœur des efforts visant à transformer les systèmes de production³⁷. Comme l'écrit la chercheuse Rachel Bezner Kerr, qui a travaillé sur l'agroécologie au Malawi :

« L'agroécologie ne se limite pas à la production alimentaire, elle concerne également la question du pouvoir. Alors que des termes tels que l'agroécologie transformative attirent l'attention sur les facteurs politiques et économiques qui façonnent le système

34. Agroecology and feminism, 2020, *Farming Matters* n° 36.1. www.cultivatecollective.org/in-practice/farming-matters-agroecology-feminism/

35. Awid, 2011, *Feminist perspectives on agroecology in Brazil*. www.awid.org/publications/feminist-perspectives-towards-transforming-economic-power-agroecology

36. Agroecology and feminism, 2020, p. 21-23

37. Anderson, C., et al., 2020, *Agroecology Now!* Chapter on Equity. https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-030-61315-0_8



Inti Energies Solidaires

alimentaire, on accorde encore peu d'attention aux dynamiques de pouvoir au sein des ménages et des communautés qui adoptent des approches agroécologiques. Si l'agroécologie entraîne une charge de travail accrue pour les femmes au détriment de leur santé et de leur bien-être, ou si elle échoue à prendre en compte les travailleurs agricoles et leurs familles, alors elle ne s'attaque pas à la justice sociale.³⁸ »

Des gains pour les femmes dans tous les domaines

Les **démarches agroécologiques** rebattent les cartes et apportent des **changements pour les femmes rurales** dans différents domaines³⁹ :

- **Valorisation des savoirs et connaissances des femmes :** de par son ancrage dans un territoire donné, à partir des ressources et des savoirs locaux, l'agroécologie intègre et combine diverses formes de savoirs et savoir-faire, et les rôles diversifiés des femmes dans l'économie familiale. L'agroécologie valorise les savoirs traditionnels des femmes dans la gestion des sols, des semences, des plantes médicinales, de certaines espèces d'arbres (ex. : le karité ou le néré en Afrique de l'Ouest, l'arganier au Maroc) et d'écosystèmes fragiles (ex. : mangroves dans les îles du Pacifique, littoraux et deltas d'Asie du Sud).
- **Mise en évidence des pratiques marginalisées :** l'agroécologie s'intéresse à des pratiques marginalisées et concernant particulièrement les femmes : par exemple, le petit élevage de chèvres, moutons, cochons, volaille, qui améliore la sécurité du foyer et le revenu des femmes en milieu rural ou périurbain, voire urbain, en Asie, en Amérique latine et en Afrique. Ces formes d'élevage typiquement féminines constituent une forme d'assurance en cas de crise, notamment pour les foyers les plus défavorisés, mais elles passent sous le radar des politiques publiques. Au Népal, par exemple, les riches fermiers élèvent du gros bétail (vaches, buffles) tandis que les basses castes – et notamment les femmes des basses castes – élèvent poules, chèvres ou cochons⁴⁰.
- **Espaces d'échange et de solidarité pour les femmes :** grâce aux nouveaux réseaux d'apprentissage de pair-à-pair, l'agroécologie offre des espaces d'échange et de cohésion sociale, y compris en non-mixité où les femmes peuvent explorer l'autonomie, développer des opportunités économiques indépendantes de leur conjoint, et créer de la solidarité entre elles.

38. *Ibid*, p. 31.

39. Siebert, I. G., Sayeed, A. T., Georgieva, Z. et Guerra A., 2020, *Without Feminism there is no agroecology*, www.csm4cfs.org/csm-paper-feminism-agroecology/

40. Zaremba, H., Elias, M., Rietveld, A., Bergamini, N., 2021, *Toward a Feminist Agroecology. Sustainability 13*, 11244. <https://doi.org/10.3390/su132011244>

On retrouve ces espaces non mixtes dans le Mouvement des Sans-Terre (MST) au Brésil ou au sein de l'organisation rurale Deccan Development Society en Inde du Sud. En France, les CIVAM⁴¹, la FNAB⁴², la FADEAR⁴³, les associations SOL et WEFCF⁴⁴ initient et accompagnent des collectifs d'agricultrices ou d'entrepreneuses rurales en non-mixité⁴⁵.

- **Source de revenus pour les femmes** : l'agroécologie est bien moins intensive en capital que l'agriculture conventionnelle, moins risquée, et plus accessible pour des femmes n'ayant pas accès aux terres et au crédit. Elle crée ainsi des opportunités économiques dont les femmes peuvent se saisir, par exemple, via les périmètres maraîchers en Afrique de l'Ouest⁴⁶. En ce sens, l'agroécologie peut devenir une source de revenus pour les femmes et contribuer à réduire les disparités de revenus agricoles entre hommes et femmes. En France, de nombreuses femmes se lancent dans les plantes aromatiques et médicinales sur des petites parcelles, en autonomie, et avec très peu de mécanisation.

41. Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural. www.civam.org

42. Fédération Nationale d'Agriculture Biologique <https://www.fnab.org>

43. Fédération des Associations pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural. Les ADEAR départementales sont regroupées au niveau national sous la FADEAR. www.agriculturepaysanne.org

44. Women Engage for a Common Future (WEFCF) développe dans l'Ain un projet de recherche-action sur l'entrepreneuriat féminin rural.

45. Plusieurs de ces structures sont ou ont été soutenues par la Fondation RAJA-Danièle Marcovici dans leurs actions en faveur des femmes rurales et des agricultrices.

46. www.lemonde.fr/afrique/article/2022/06/16/tout-ce-que-nous-consommons-vient-de-nos-parcelles-au-senegal-l-agroecologie-au-service-de-l-independance-des-femmes_6130672_3212.html

- **Système plus égalitaire** : de par sa dimension politique, son projet de créer un mouvement social d'actrices et d'acteurs engagé-e-s dans la transformation des systèmes agricoles et alimentaires, l'agroécologie tend vers un système plus égalitaire, permettant aux femmes d'exercer diverses fonctions, y compris dans la formation et dans le *leadership*.

- **Santé des travailleurs et travailleuses et des écosystèmes** : les pratiques agroécologiques soutiennent la santé des écosystèmes ainsi que celle des travailleurs et travailleuses agricoles et des consommateurs et consommatrices. Des études montrent que les femmes sont plus sensibles aux pollutions liées aux produits chimiques⁴⁷ ; elles sont aussi motrices dans l'adoption de pratiques alternatives aux engrais et pesticides chimiques.

- **Régimes alimentaires plus diversifiés** : la diversification des cultures, des élevages et des agrosystèmes dans leur ensemble donne lieu à des régimes alimentaires plus diversifiés (céréales, légumes, fruits, plantes sauvages comestibles, produits laitiers et carnés, fruits d'arbres...) et à une plus grande autosuffisance alimentaire à l'échelle des foyers et des communautés. Cette autosuffisance est salutaire en cas de crise économique et a permis à de nombreux foyers de continuer à s'alimenter de manière équilibrée pendant la pandémie.

47. <https://wecf-france.org/limpact-des-polluants-chimiques-sur-la-sante-des-femmes>

SOL, Inde, 2019



Agroécologie et réduction des charges domestiques au Rwanda⁴⁸

Des recherches menées par ActionAid au Bangladesh, au Ghana, en Inde, au Népal, au Pakistan et au Rwanda montrent que les systèmes agroécologiques peuvent diminuer les charges domestiques des femmes en milieu rural. Des calendriers journaliers réalisés par 2 389 femmes et hommes montrent que les femmes consacrent entre 8 et 10 heures par jour au travail de soin non rémunéré au Bangladesh, en Inde, au Népal et au Pakistan, tandis qu'au Rwanda, elles y consacrent au moins 5 heures quotidiennes, contre 1 heure 30 en moyenne pour les hommes. Ceci constitue un frein majeur à l'engagement des femmes dans l'agriculture ou dans d'autres sources de revenus ou d'emploi.

Au Rwanda, une coopérative locale de femmes, nommée Abishyizehamwe, dans la région de Gisagara, s'est intéressée de près à la question. La coopérative a développé un service de crèche et des banques de semences, et investi dans l'achat d'animaux pour le lait et la matière organique, et dans la plantation d'arbres fourragers pour nourrir les animaux et entretenir les sols. De plus, la coopérative a développé un système de collecte de l'eau de pluie pour répondre aux besoins en eau des foyers, des animaux d'élevage et des jardins potagers. Ces initiatives libèrent du temps pour les femmes, et rendent leur travail plus productif tout en générant des revenus.

48. Wijeratna, A., 2018, *Agroecology: Scaling-up, scaling-out*. ActionAid, Johannesburg. www.righttofoodandnutrition.org/files/rfn-watch11-2019_eng-42-50.pdf

ActionAid Ghana



- **Réduction des charges domestiques** : des expériences montrent qu'à terme, les pratiques agroécologiques diversifient les ressources disponibles localement (par exemple, cultures fourragères, bois) ce qui contribue à réduire les charges domestiques liées à la collecte de bois ou d'eau (cf. encadré « Agroécologie et réduction des charges domestiques au Rwanda », p.28).

- **Prise de conscience concernant la répartition inégale des tâches domestiques** : certaines initiatives d'agroécologie féministe s'accompagnent de prises de conscience concernant la nécessité de redistribuer les tâches domestiques et les activités du *care* (temps dédié aux enfants, prise en charge des personnes âgées...) entre femmes et hommes. En effet, si un projet crée de nouvelles activités sans un changement dans la répartition des tâches au sein du foyer, l'accès des femmes à ces activités – et aux revenus qui en découlent – peut être compromis. Dans certains projets individuels ou collectifs, c'est **l'ensemble du travail qui commence à être pris en compte pour faire évoluer un système agricole, et aboutir à une organisation du travail plus équitable**⁴⁹. Il s'agit alors de prendre en considération, grâce à des méthodes conçues spécialement pour cela⁵⁰ :

- le **travail productif** (lié aux cultures, à l'élevage...),
- le **travail réalisé pour son propre compte ou celui du foyer** (ex. : vente de produits, de services, avec ou sans rémunération, sachant que ce sont souvent les femmes qui travaillent pour l'entreprise familiale sans rémunération directe),
- le **travail salarié** (ou rémunéré par l'état, par exemple les programmes d'emploi rural dont bénéficient en Inde certaines populations Dalits ou tribales),
- le **travail reproductif** lié aux activités domestiques et au travail de soin – ou de *care* (tâches domestiques telles que les courses, la préparation des repas, le ménage, activités de soin liées aux enfants, aux personnes âgées, etc.),
- les **travaux non rémunérés réalisés au sein du foyer** (préparation de conserves, de produits laitiers, de combustible) ou **pour le bien-être du foyer** (collecte d'eau ou de bois),
- les **activités communautaires**, elles aussi non rémunérées, comprenant par exemple l'entretien des canaux, le nettoyage de parcelles, mais aussi des activités assumées de manière disproportionnée par les femmes, par exemple la préparation de la nourriture lors des fêtes religieuses ou d'événements familiaux.

49. Pionetti, C., 2023, *Si l'agriculture était menée par les femmes, en serions-nous là ?*

50. Oxfam Grande-Bretagne, 2016, *Participatory Methodology: Rapid Care Analysis*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/participatory-methodology-rapid-care-analysis-guidance-for-managers-and-facilit-620147/>

Justice sociale et émancipation pour les femmes de toutes les origines et catégories sociales

Deux **démarches féministes** sont particulièrement utiles à mobiliser pour analyser les mouvements agroécologiques : **l'approche intersectionnelle et l'analyse féministe des systèmes alimentaires**.

Le **féminisme intersectionnel** : plusieurs auteures latino-américaines soulignent la nécessité de prendre en compte les analyses féministes provenant de femmes indigènes, paysannes ou afrodescendantes qui déploient des pratiques politiques du quotidien sur des territoires ruraux, dans des communautés indigènes et dans des quartiers populaires, à la périphérie des grands centres urbains⁵¹. Le féminisme intersectionnel croise les inégalités de genre avec d'autres formes d'inégalités liées à la race, l'origine ethnique, la classe ou l'orientation sexuelle.

Pratiquer l'intersectionnalité, concrètement, c'est par exemple :



Ishpingo, Équateur, communauté Kischwa, 2020

- soutenir les femmes indigènes en Amérique latine et en Amérique du Nord dans leur combat pour exister au travers de leurs savoirs culinaires, de leurs connaissances des écosystèmes fragiles et des valeurs qu'elles défendent
- s'attaquer aux normes sociales qui perpétuent l'insécurité alimentaire, les discriminations en matière d'accès à la terre et les violences sexuelles pour les femmes appartenant aux castes basses et aux minorités ethniques en Inde et au Népal,
- développer des initiatives d'agriculture urbaine émancipatrices pour les femmes « racisées », d'origine maghrébine ou subsaharienne, dans les quartiers populaires situés en périphérie des grandes villes françaises (cf. encadré « Quand l'agroécologie urbaine féminise l'air de rien l'espace public... », p.30).

51. Trevilla Espinal, D., Soto Pinto, M., Morales, H. and Estrada-Lugo, E., 2021, *Feminist agroecology: analyzing power relationships in food systems*, *Agroecology and Sustainable Food Systems*.

Quand l'agroécologie urbaine féminise l'air de rien l'espace public...



Cols verts, Rennes

Le développement de fermes agroécologiques urbaines et l'insertion sociale sont au cœur de l'action des Cols Verts⁵², une association locale qui travaille dans les quartiers populaires à Rennes. Hélène, la coordinatrice, décrit le combat mené pour trouver des espaces où implanter une ferme au milieu des immeubles, pour créer des liens avec les structures locales et trouver des relais dans la population locale. Elle parle aussi de la place des femmes de cette initiative.

Elle raconte par exemple que les femmes d'origines diverses de ces quartiers populaires participent parfois aux activités de la ferme : elles viennent acheter quelques légumes (même si leur budget ne leur permet pas d'y faire toutes leurs courses), passent avec leurs enfants lorsque des journées portes ouvertes sont organisées. Des collégiennes ont aussi pu bénéficier de stages liés à l'agriculture, en conduite de tracteur par exemple. Certaines voient aujourd'hui l'agriculture comme un horizon professionnel potentiel, ce qui leur semblait inconcevable auparavant. Ainsi, grâce aux activités de cette petite ferme urbaine, des femmes ont pu réinvestir le bas des immeubles et les rues, espaces généralement occupés par des hommes, jeunes ou moins jeunes, ou des dealers, selon Hélène. Un projet d'agroécologie urbaine a ainsi féminisé un espace public tacitement réservé aux hommes dans les quartiers défavorisés, et a permis à des femmes encore souvent « assignées à la sphère domestique » d'investir plus volontiers ces espaces et de tisser de nouveaux liens. Il a aussi permis d'ouvrir de nouveaux horizons pour les jeunes femmes issues de ces quartiers.

L'analyse féministe des relations de pouvoir dans les systèmes alimentaires : en Amérique latine, le système alimentaire industriel basé sur les cultures d'exportation, le profit et la concentration du pouvoir (un nombre très faible de grandes entreprises contrôlent aujourd'hui le commerce alimentaire dans le monde⁵³) se combine

à d'autres formes de violence qui affectent particulièrement les femmes des communautés indigènes et afrodescendantes⁵⁴ :

« L'extension des domaines agro-industriels combinée à l'augmentation des projets de développement dans les communautés autochtones et afrodescendantes, les guérillas, les milices et le trafic de drogue indiquent que la violence dans les territoires d'Amérique latine et des Caraïbes est en train de croître au détriment de la population ; en outre, le changement climatique et ses conséquences telles que la sécheresse, les inondations et les tempêtes, entraînent jusqu'à 300 000 personnes déplacées de leurs territoires chaque année.⁵⁵ »



Terre & humanisme, Togo, 2017

Les féministes latino-américaines soulignent l'importance des pratiques et savoirs déployés dans les territoires ruraux par les femmes pour produire et vendre autrement, honorer les cultures, les sols et les animaux, créer des relations économiques plus équitables. Elles montrent que **le savoir scientifique – y compris en agroécologie – est encore essentiellement produit et validé par des élites occidentales**. Un discrédit pèse aussi sur les études féministes. Or **les connaissances développées par les femmes indigènes et afrodescendantes** en matière de nutrition, de santé, de transformation alimentaire, d'innovation sociale **enrichissent l'agroécologie** comme alternative écologique, sociale, économique et politique. De plus, le travail consacré aux tâches ménagères et éducatives quotidiennement (le « care ») essentiellement réalisé par les femmes contribue directement à l'agroécologie. Ces auteures plaident pour une **meilleure intégration des expériences développées par des organisations paysannes féministes en Amérique latine, en Asie et en Afrique**⁵⁶.

54. Les populations indigènes d'Amérique latine représentent aujourd'hui au moins 48 millions de personnes, réparties en quelque 826 peuples. La population d'origine africaine est estimée à plus de 125 millions de personnes. Ensemble, ces deux groupes représentent ainsi environ 25 % de la population totale, avec des indices de pauvreté bien plus élevés que dans le reste de la population, allant de 26 % à 50 % dans des pays comme le Pérou, le Brésil, la Bolivie, le Mexique et le Guatemala. Au sein de ces communautés, les femmes sont les plus marginalisées d'un point de vue économique et social. Voir Trevilla Espinal, D. *et al*, *op.cit.*, p.9.

55. Trevilla Espinal, D., Soto Pinto, M., Morales, H. and Estrada-Lugo, E., 2021, *op. cit.*, p.12.

56. Zaremba, H., Elias, M., Rietveld, A., Bergamini, N., 2021, Toward a Feminist Agroecology. *Sustainability* 2021, 13, 11244. <https://doi.org/10.3390/su132011244>

52. www.lescoldsverts.fr/collectif-rennes

53. IPES-FOOD, 2016, *op. cit.*

4

Soutenir la transition vers une agroécologie féministe

Les initiatives soutenues par la Fondation RAJA-Danièle Marcovici en Colombie, en Inde, au Sénégal et en France répondent à une grande diversité de situations en matière de droits des femmes et de contextes de production agricole et alimentaire. De nombreux défis sont à relever et les trajectoires des projets sont rarement linéaires. Un certain nombre de facteurs entrent en compte dans la réussite de ces projets.

Facteurs de réussite des projets

- **L'adhésion des leaders du projet à une vision agroécologique féministe** : l'expérience des « têtes de projet » (leaders locales, coordinatrices...) et leur adhésion à une vision féministe sont centrales dans l'orientation du projet. Leurs compétences pour parler aux femmes et les mobiliser, et leur compréhension du genre sont aussi des atouts importants.
- **Méthodes éprouvées de mobilisation des femmes**, comme les *sangams* ou d'autres démarches qui favorisent la participation et l'expression libre des femmes : création de groupes non mixtes, choix d'horaires de

réunion ou de formation qui conviennent aux femmes, mélange de contenu technique et politique et de contenu favorisant le retour à soi, la confiance ou des réflexions sur l'organisation du temps, le couple, l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle

- **Intégration de plusieurs domaines d'intervention** combinant des actions d'empowerment et un renforcement dans l'accès aux ressources : cette intégration demande du temps et des ressources financières, mais elle est très porteuse.
- **Partenariat avec des organisations et des réseaux nationaux** : les partenariats avec des réseaux féministes sont très bénéfiques⁵⁷ : ils renforcent les organisations locales dans leur capacité d'analyse sur le genre et favorisent le plaidoyer à l'échelle nationale ou internationale.

57. Par exemple, Enda Graf Sahel collabore au Sénégal avec l'ONG belge Le monde selon les femmes et avec l'organisation française WECF ; Envol Vert a développé un partenariat avec la Corporación Mundial de la Mujer Colombia (Corporation mondiale de la femme) en Colombie.

Extrait du film *Les Croquantes* de Tesslye Lopez et Isabelle Mandin



Organisations syndicales et professionnelles

Les femmes sont-elles à la table des négociations ?



Vente et négociation

Participation des femmes à des relations économiques plus équitables ?

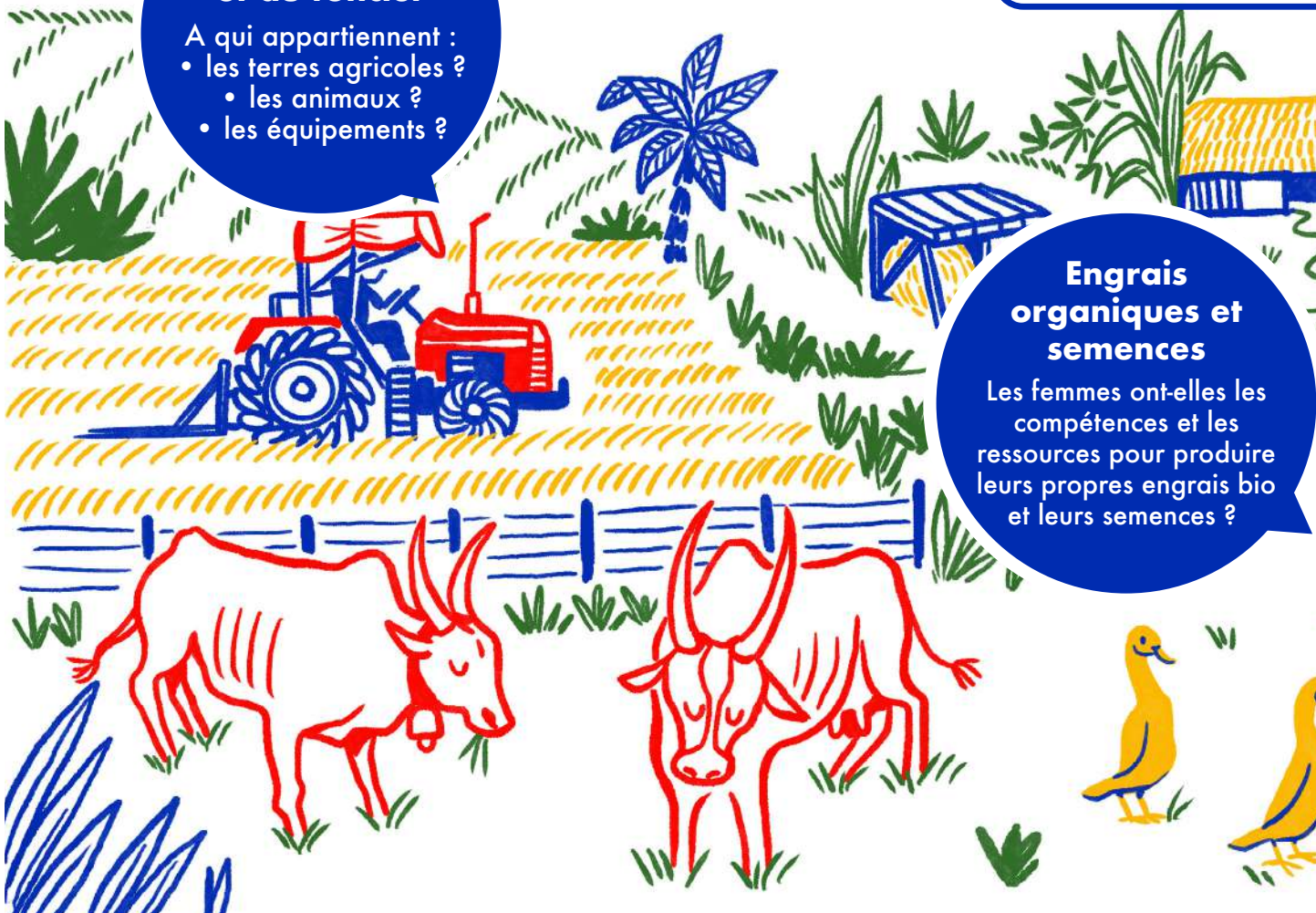


COM
SOUTEN
AGROÉC
FÉMIN

Accès aux ressources et au foncier

A qui appartiennent :

- les terres agricoles ?
- les animaux ?
- les équipements ?



Engrais organiques et semences

Les femmes ont-elles les compétences et les ressources pour produire leurs propres engrais bio et leurs semences ?

Services bancaires, épargne, crédit

Les femmes ont-elles un compte bancaire à leur nom ?
Maîtrisent-elles leurs revenus ?



Politiques publiques

Les femmes ont-elles accès aux aides agricoles ?



COMMENT
OBTENIR UNE
AGRICULTURE
ÉCOLOGIQUE
JUSTE ?

Foyer

Les femmes sont-elles en capacité de :

- prendre des décisions ?
- scolariser leurs filles ?
- stopper la violence domestique ?
- s'impliquer dans la vie publique ?

Travail domestique

Partage équitable des tâches ménagères ?
Gestion du temps ?
Mobilité ?





AgriSud international, Vietnam, 2022

- **Mise en réseau sur des territoires** : par exemple, les groupes femmes des CIVAM, des ADEAR et de certains groupements d'agriculture biologique (GAB) fonctionnent ensemble au niveau de certains territoires en France. Une structure crée le groupe et l'anime, et les autres orientent des adhérentes, partagent les infos, appuient le groupe.
- **Mobilisation des hommes** dans les projets d'agroécologie : plusieurs témoignages montrent que lorsque les activités menées par les femmes portent leurs fruits, ces dernières reçoivent parfois du soutien de leurs conjoints ou d'autres hommes. Il existe cependant aussi un risque que les femmes soient écartées ou évincées des projets agroécologiques quand ceux-ci prennent de l'ampleur ou deviennent rentables, comme cela a été le cas au Pays basque⁵⁸.
- **Des outils de communication pour donner envie à d'autres de se lancer** : c'est l'expérience du film *Croquantes*, qui évoque le parcours d'un groupe d'agricultrices de Loire-Atlantique accompagnée par un CIVAM⁵⁹. Émilie Serpossian, animatrice du groupe et chargée de diffusion du film, raconte qu'à l'issue de chaque projection-débat organisée en France (plus d'une centaine en 2022-2023), des agricultrices ont exprimé l'envie de créer un groupe local. Ce film est ainsi en train de devenir un outil de mobilisation des femmes en milieu rural.

58. *Agroecology and Feminism, op. cit.*, p. 18-19.

59. <https://lesfilmshectornestor.org/Croquantes-1>

Recommandations pour les bailleurs de fonds

- Développer un **narratif « Femmes & Agroécologie »** sur la base de plusieurs argumentaires :
 - les systèmes agroécologiques créent des conditions plus favorables que le modèle agro-industriel à l'émancipation des femmes et l'égalité des genres – revenus, santé, nutrition, estime de soi, légitimité, *leadership* des femmes,
 - les femmes sont motrices dans la transition et plus enclines à se former, plus motivées aussi, car souvent exclues ou exploitées par le mode agricole dominant
 - l'agroécologie contribue à la résilience et l'adaptation au changement climatique, qui touche plus durement les femmes et les filles que leurs homologues masculins (du fait de l'assignation des rôles sociaux),
 - le manque de temps des femmes – qui consacrent de 5 à 10 heures par jour au travail non rémunéré dans la sphère privée dans la plupart des pays concernés – est un obstacle majeur au déploiement de la transition agroécologique : il est de la responsabilité des organisations internationales et des pouvoirs publics d'impulser des actions pour réduire ces inégalités (mise en place de crèches et de services aux personnes âgées, subventions pour des équipements ménagers, sensibilisation des hommes et des leaders communautaires, etc.).

L'argent des fondations a-t-il un genre ?

Dans le cadre d'un travail de recherche (en cours) sur la transition du secteur de la philanthropie, Anne Monier, chercheuse à la Chaire Philanthropie de l'ESSEC⁶⁰, interroge le rôle des femmes dans l'avancée des enjeux environnementaux. Un certain nombre de fondations engagées dans la transition écologique ont à leur tête une femme, en particulier à la direction, mais aussi parfois comme Présidente du Conseil d'Administration. Des différences apparaissent aussi dans le type de projet soutenu. Si les grandes fondations américaines ont une approche assez libérale de la transition⁶¹, dans la lignée du philanthrocapitalisme, d'inspiration néolibérale, finançant souvent des projets liés aux nouvelles technologies et à l'énergie, il semblerait que d'autres fondations, parfois plus petites, développent une vision plus progressiste de la transition, intégrant notamment la question des inégalités et de la justice sociale.

- Promouvoir une **agroécologie féministe « plus engagée, moins consensuelle »** pour reprendre les termes d'Emmanuelle Cathelineau, membre du comité exécutif de la Fondation RAJA-Danièle Marcovici, c'est-à-dire qui :
 - se fonde sur une analyse des rapports de pouvoir, dans un double perspective genre et intersectionnelle,
 - prenne en compte le *care*, en proposant un appui méthodologique (car le sujet est nouveau pour la plupart des organisations),
 - soutienne le *leadership* des femmes dans les organisations paysannes et les syndicats agricoles,
 - favorise la mise en réseau et le plaidoyer politique sur les droits des femmes et l'égalité des genres.
- Investir dans l'**égalité femmes-hommes** et la prise en compte du genre :
 - au niveau des grandes organisations, qui ont les capacités d'investir dans des compétences sur le genre et de former leurs partenaires sur le terrain,
 - au niveau des associations locales, via des **fonds dédiés à l'intégration du genre** dans les projets (selon une approche adaptée au contexte dans lequel elles opèrent).
- Mieux **comprendre les réseaux et les acteurs** (fonctionnement, positionnement politique, logiques d'intervention, historique, difficultés, intégration dans d'autres réseaux) pour prendre des décisions éclairées sur :
 - **quelles organisations** appuyer et pourquoi,
 - **comment** appuyer les organisations (besoins précis, difficultés rencontrées, etc.) et soutenir leur évolution et le passage à l'échelle des projets,

- **quel rendu/reporting** pour aider les organisations locales à évaluer l'impact des stratégies mises en place en faveur d'une agroécologie féministe,
- **quel rôle** ces organisations pourraient jouer dans une construction de **plaidoyer** à une échelle globale.



- Soutenir l'émergence de la **voix des femmes** dans les réseaux nationaux ou internationaux autour de l'agroécologie ou de l'agriculture paysanne. Certains mouvements comme *La Via Campesina* (ci-dessus) portent depuis de nombreuses années des revendications féministes, mais ce n'est pas le cas de tous les mouvements paysans. **L'organisation et la structuration des revendications féministes au sein de ces réseaux est une étape importante.** Il est essentiel de veiller à ce que les commissions femmes ne soient pas un simple étiquetage pour répondre aux demandes des bailleurs internationaux⁶².
- Investir dans le **leadership des femmes**, notamment dans les organisations paysannes et syndicales, en tenant compte des besoins d'acquisition de nouvelles compétences, mais aussi des freins rencontrés par les femmes, auxquels on doit remédier de manière innovante, efficace et stratégique :

« Le mouvement agroécologique devrait déployer des efforts plus concrets pour recruter et former des femmes militantes, en particulier en tant que coordinatrices et leaders. En ce sens, il est essentiel que les femmes disposent d'espaces appropriés pour s'épanouir, diriger, échanger, apprendre et obtenir des revenus dans le domaine de l'agroécologie »⁶³.

60. ESSEC, École supérieure des sciences économiques et commerciales à Paris.

61. Morena, E., 2023, *Fin du monde et petits fours. Les ultra-riches face à la crise climatique*, La Découverte, Paris.

62. La commission Femmes de la Confédération paysanne (France) montre comment ce genre d'initiatives peut évoluer et prendre de l'ampleur. Au démarrage, **cette commission se réunissait dans une sorte de huis-clos**, autour de questions féministes diverses (le congé maternité des agricultrices, la parité dans les organisations, les violences sexistes dans le monde agricole). Aujourd'hui, elle parvient à « **imposer** » **ses sujets lors des assemblées annuelles**. Cela a été facilité par un renouvellement des membres du conseil d'administration, avec des hommes plus jeunes et plus ouverts à ces questions sociétales.

63. Siebert, et. al., *op. cit.*, p.7.

- **Soutenir des actions de plaidoyer féministe** impulsées par des réseaux⁶⁴, avec un focus particulier sur :
 - **l'analyse sensible au genre des budgets** dédiés au développement agricole et à la transition agroécologique, pour savoir si les politiques agricoles soutiennent l'égalité femmes-hommes ou au contraire tendent à renforcer les inégalités,
 - la participation de femmes et l'intégration de revendications féministes dans les **espaces de délibération et de construction de connaissances** sur la transition agroécologique et la transformation des systèmes alimentaires (IPES-FOOD, Cultivate!, Agroecology Now, FAO, etc.).



FAO, Soudan du Sud

- **Insuffler une dimension féministe** dans l'appui aux mouvements agroécologiques grâce à une **meilleure coordination entre les acteurs de la philanthropie**. Pour Anne Monier, qui mène une recherche sur ces questions, il est utile de déchiffrer le positionnement des différentes fondations vis-à-vis du genre et de la transition agroécologique (cf. encadré « L'argent des fondations a-t-il un genre ? », p.35).

En février 2023, la Fondation RAJA-Danièle Marcovici a élaboré, en collaboration avec plusieurs partenaires, et avec le soutien de la juriste Lola Ray, des propositions à destination du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme)⁶⁵. Ces propositions visent à renforcer la représentation égale et inclusive des femmes dans les systèmes de prise de décision relatifs à la lutte contre le changement climatique.

Le texte souligne qu'en matière de gouvernance et de conservation des ressources naturelles, l'égalité de genre est associée à de meilleurs résultats⁶⁶. L'inclusion des femmes dans les espaces de prise de décisions conduirait

à une amélioration de la gouvernance de l'eau,⁶⁷ mais aussi des forêts⁶⁸. La représentation politique des femmes à haut niveau compte aussi : en 2019, la participation accrue de femmes dans les parlements nationaux a conduit à l'adoption de politiques plus strictes face au changement climatique⁶⁹.

L'agroécologie constitue à la fois une réponse aux enjeux climatiques et une solution d'adaptation dans de nombreux pays. Les pratiques agroécologiques vont de pair avec une transition vers des systèmes alimentaires plus justes et une alimentation locale de qualité. Les initiatives soutenues par la Fondation RAJA-Danièle Marcovici dans son programme *Femmes & Environnement* montrent que l'agroécologie est aussi une voie pour améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes ; elle donne une voix et de meilleures conditions de vie aux femmes des communautés les plus marginalisées sur la planète. **L'agroécologie peut et doit devenir féministe et inclusive**. La participation des femmes de toutes les origines aux instances décisionnelles à travers le monde est une étape nécessaire pour aller dans cette direction.

« Sur l'ensemble des fonds philanthropiques mondiaux consacrés au climat, moins de 0,76 % vont aux mouvements climatiques menés par les jeunes et seulement 0,01 % sont consacrés à la lutte contre le changement climatique et à l'égalité entre les hommes et les femmes. »

Ayshka Najib, militante féministe pour le climat et membre du mouvement mondial Fridays For Future.

64. L'association Adequations propose une liste de ressources sur le genre, les féminismes et l'agroécologie. www.adequations.org/spip.php?article2622

65. www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/cedaw/general-discussion/2023/gr40-fondation-raja.pdf

66. Pourquoi les femmes doivent être au cœur de l'action climatique | ONU Femmes (unwomen.org)

67. Dickin, S. and Caretta, M.A., 2021, 'Examining water and gender narratives and realities', *WIREs Water*. <https://wires.onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1002/wat2.1602>

68. Cook, N., Grillos, T. & Andersson, K., 2019, Gender quotas increase the equality and effectiveness of climate policy interventions. *Nat. Clim. Chang.* 9, 330-334. www.nature.com/articles/s41558-019-0438-4

69. Mavisakalyan, A. and Tarverdi, Y., 2019, 'Gender and Climate Change: Do female parliamentarians make a difference?' *European Journal of Political Economy* 56: 151-164. www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0176268017304500

Index des projets soutenus dans le cadre du programme Femmes & Environnement



Dans le cadre du programme *Femmes & Environnement* de la Fondation RAJA-Danièle Marcovici, les projets ci-dessous ont été soutenus. Ils sont mentionnés par ordre alphabétique, et les années de soutien sont indiquées.



Agir pour le Cambodge Cambodge, 2021

Former des jeunes femmes issues de la grande pauvreté aux métiers de l'hôtellerie-restauration et renforcer leur rôle dans la transition agroécologique.

L'association Agir pour le Cambodge a créé l'école hôtelière de Sala Bai en 2002 pour répondre aux besoins des jeunes cambodgiennes issues de l'extrême pauvreté, en particulier des femmes. Cette école forme gratuitement chaque année 150 élèves, avec une majorité de femmes, aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration. En plus de leur formation, 105 jeunes femmes ont également été formées à l'agriculture durable, avec des sessions d'agroécologie supervisées par l'ONG Camborea. Le projet comprend également des ateliers sur les droits des femmes, couvrant diverses thématiques telles que la santé sexuelle et reproductive, les droits des femmes et des enfants,

le *leadership*, la confiance en soi, et le respect des droits des personnes LGBTQI+. Cette initiative vise à aider les populations vulnérables, en particulier les femmes, à améliorer leur situation économique et à acquérir des compétences essentielles pour leur épanouissement.

Agriculteurs français et développement international

Mali, 2018



Renforcer les compétences des femmes dans la production et la transformation de produits maraichers grâce aux techniques de l'agroécologie, pour favoriser la sécurité alimentaire.

Au Mali, dans les régions de Koulikoro et de Mopti, le maraîchage est la principale activité économique. Toutefois, en raison du manque d'équipement agricole et de la faible structuration des organisations paysannes (OP), la production maraîchère locale ne satisfait pas la demande de la population. Par ailleurs, les femmes sont plus vulnérables, car peu formées aux techniques agricoles et peu présentes dans les OP majoritairement dirigées par des hommes. Ainsi, l'AFDI a souhaité renforcer le développement de 6 OP exclusivement féminines, en partenariat avec les Associations des organisations professionnelles paysannes de Mopti et de Koulikoro. Les maraîchères seront formées pour améliorer leurs techniques agricoles (allongement de la période de vente, amélioration de la qualité de la production, diversification des circuits de commercialisation...), et gagneront en autonomie tout en retrouvant leur place dans leur communauté.

AgriSud international

Vietnam, 2022

Soutenir le développement de filières agricoles durables et inclusives par les femmes issues des minorités ethniques du Parc national de Hoang Lien.



Le Parc national de Hoang Lien (PNHL), au nord du Vietnam, est peuplé en grande partie par des minorités ethniques Hmong, Giay et Dao vivant de l'agriculture et de l'artisanat. Dans ces communautés, plusieurs freins au développement des activités des femmes sont encore notables : faible accès au foncier, mariage précoce, analphabétisme. Le projet « IDEAS Femmes », porté par l'association AgriSud International, a permis l'autonomisation des femmes en les accompagnant vers la création d'une activité génératrice de revenus (AGR) et en leur proposant des cours d'alphabétisation facilitant leur insertion dans les filières agricoles. Le projet avait pour objectif de permettre aux femmes d'être intégrées et valorisées dans l'économie locale et d'avoir un rôle reconnu dans leur communauté.

Agronomes et vétérinaires sans frontières

Togo, 2015

Diffusion de foyers de cuisson économes et performants pour l'amélioration des conditions de vie des femmes et la protection de l'environnement.



Au Togo, les productrices maraîchères et céréalières font face à une baisse de la fertilité des terres cultivées en raison des effets des aléas climatiques, de l'utilisation massive de pesticides, et de l'agriculture sur brûlis. Ceci entraîne non seulement l'appauvrissement des sols et la baisse des rendements agricoles, mais cela pousse aussi les femmes à défricher les forêts pour exploiter des surfaces toujours plus grandes. Le projet visait à intensifier et diversifier durablement les productions de



Agronomes et vétérinaires sans frontières, Mongolie, 2020

400 productrices grâce à l'adoption de pratiques plus respectueuses de l'environnement. L'objectif était double : améliorer les revenus des femmes et de leurs familles en les aidant à produire plus et mieux, mais aussi lutter contre la déforestation.

Agronomes et vétérinaires sans frontières

Mongolie, 2020

Promouvoir le rôle des agricultrices et contribuer au renforcement de leurs activités productives.

Les territoires ruraux de Mongolie, pays au climat continental extrême, font face à des défis sociaux et environnementaux exacerbés par les changements climatiques. Dans les provinces du Khentii et de l'Arkhangai où 80 % de la population vit d'une activité agricole, les éleveur-euses et maraîchers-ères cherchent à adapter leurs systèmes de production afin de générer des revenus, tout en préservant les ressources naturelles. Ainsi, l'association AVSF a mené en partenariat avec le Geres et l'association locale Mongolian Women's Fund, experte sur les questions de genre, un projet de 3 ans visant à renforcer la place des femmes dans les systèmes de production agricole et à assurer la prise en compte

de leur rôle et de leurs besoins par les décideurs locaux et nationaux. Formées aux pratiques du maraîchage, de production de cachemire durable et à la gestion d'une activité économique, les femmes ont acquis leur indépendance financière et ont retrouvé leur place dans l'économie paysanne.

ARUTAM

Pérou, 2018

Former des femmes des communautés Kichwa des Andes aux techniques d'artisanat pour développer leurs revenus.



ARUTAM a accompagné les femmes de 2 communautés traditionnelles Kichwa des Andes, situées au pied du volcan Chimborazo, pour qu'elles forment une association légale afin de gérer la production et la commercialisation de leurs produits artisanaux. Les femmes produisent de l'artisanat

à base de laine de lama et alpaga, comme des écharpes, gants, bonnets, poncho, pull... Une partie de la laine provient des animaux que possèdent les familles, et une autre partie doit être achetée dans une filature locale. L'accompagnement d'ARUTAM a permis d'améliorer la qualité de la production artisanale avec des formations et l'achat de matériel de tricotage et tissage.

Association de développement de l'emploi agricole et rural

France, 2017 et 2019

Favoriser l'accès des femmes à l'agriculture paysanne

En France, le secteur agricole présente encore des obstacles pour les femmes agricultrices, notamment en matière d'accès au financement et de participation aux décisions. Pour remédier à cette situation, les ADEAR des Pays de la Loire ont mis en place un projet pilote visant à soutenir les femmes dans la gestion de leurs exploitations agricoles et à promouvoir leur rôle

dans ce domaine. Cinquante femmes porteuses de projets ont bénéficié d'un accompagnement individuel et de formations techniques, tandis que trente associées ont reçu une médiation pour promouvoir une gestion plus équitable de leurs exploitations. Le projet, initié par l'ADEAR des Hautes-Alpes en collaboration avec une chercheuse en agroécologie de l'Université de Coventry (Angleterre), a identifié des actions concrètes. Il impliquait un groupe de femmes paysannes labellisé Groupement d'intérêt économique et environnement (GIEE), créé pour renforcer les liens entre les agricultrices, promouvoir leur travail et contribuer au développement de l'agroécologie dans la région.

Association Guadeloupe équitable et durable

Haïti, 2018

Développer une filière de cacao biologique et équitable via la création d'une micro-chocolaterie gérée par une coopérative de femmes.



Aux Caraïbes, les plantations de cacao ont durement été frappées par le cyclone Matthew de 2016. Mis en œuvre par l'AGED, le projet RECAVACA (Réseau caribéen de valorisation du cacao) s'inscrit dans une démarche d'appui post-urgence visant à accompagner les petits producteurs de cacao de Guadeloupe et d'Haïti pour relancer la filière, en accord avec les principes de l'agroécologie et du commerce équitable. Ce projet comprenait plusieurs volets dont l'« Atelier KAKO » qui consistait à accompagner un groupement de 30 femmes de la Grand'Anse

Association de développement de l'emploi agricole et rural, France, 2017 et 2019



d'Haïti, région agricole très enclavée et peu développée, dans la transformation des fèves de cacao en chocolat et produits cosmétiques. Les femmes ont été formées à l'utilisation des équipements de cette micro-chocolaterie, aux techniques de vente, et en gestion associative. Grâce à cette activité menée en partenariat avec des coopératives agricoles locales, les femmes ont gagné en autonomie financière tout en valorisant les ressources de leur territoire de manière écoresponsable.

Association humanitaire pour l'Afrique

Bénin, 2021

Accompagner des agricultrices dans une activité de valorisation des surplus de récoltes de tomates en les transformant en conserves et en jus.

Au Bénin, à Kpomassé, la culture de la tomate est cruciale, mais le manque de moyens de conservation entraîne le gaspillage des surplus



récoltés en période d'abondance (période de juillet à septembre). Cela conduit à une pénurie et à des prix élevés hors saison. L'Association humanitaire pour l'Afrique et le Cercle de recherches pour l'identification et la promotion des alternatives du développement durable (CRIPADD) ont collaboré pour soutenir 80 femmes dans la transformation et la conservation des tomates afin d'optimiser l'utilisation des surplus. Le projet incluait la formation sur la conservation des tomates, la mise en place d'une unité

de transformation en conserves, la distribution, le renforcement des compétences des femmes et la promotion de la coopération entre elles. En fin de compte, ce projet a aidé les femmes à diversifier et pérenniser leurs revenus grâce à la valorisation des excédents agricoles.

Association pour le développement économique et social en Afrique

Cameroun, 2020

Garantir l'autonomisation économique des femmes via la structuration d'une filière de production d'avocats durable.

Dans la région de Bafoussam au nord du Cameroun, où près de 80 % de la population vit de l'agriculture, les effets des changements climatiques et de certaines pratiques agricoles néfastes (brûlis, déforestation) appauvrissent les sols et perturbent les écosystèmes locaux. Les productrices d'avocats de cette zone sont confrontées à de nombreuses difficultés liées à ces dérèglements, ainsi qu'au manque d'infrastructures de stockage qui entraîne une perte importante de leur production. Pour répondre à ces problématiques, l'ADESAF et son partenaire local, le RECO SAF, ont lancé un projet de structuration de la filière durable d'avocats dans le village de Bapi, qui a permis aux productrices d'avocats de sécuriser leurs revenus et d'augmenter leurs rendements tout en préservant les écosystèmes grâce à l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement. Plus autonomes économiquement,



les femmes pourront aussi renforcer leur place au sein de la communauté et des espaces de décision.

BlueEnergy

France, Nicaragua, 2021 et 2022

Former des femmes retraitées et/ou handicapées à des pratiques agroécologiques afin de leur assurer la sécurité alimentaire.



À Bluefields, au Nicaragua, l'association blueEnergy intervient dans une région dépourvue de réseau d'eau potable et d'assainissement, exacerbant la pollution des sols. Les femmes, notamment celles vulnérables, sont particulièrement touchées par les problèmes de sécurité alimentaire. Pour remédier à cette situation, blueEnergy a formé deux groupes de femmes, l'un composé de membres de l'association des femmes handicapées et l'autre de l'association des personnes âgées, aux pratiques agroécologiques et à la gestion de microprojets. Elles ont reçu des équipements tels que des filtres à eau, des cuisinières économes en bois, des intrants agricoles et des outils ergonomiques. Ce projet visait à améliorer l'accès à l'eau potable, à l'assainissement, et à renforcer la sécurité alimentaire tout en autonomisant ces femmes au sein de leurs communautés vulnérables.

Care France

Cuba, 2015

Adaptation au changement climatique - Brisons les barrières.



À Cuba, la production des élevages n'atteint aujourd'hui que la moitié de son potentiel, du fait de la sécheresse causée par le changement climatique et de la dégradation des conditions de production. D'autre part, la contribution des femmes dans l'agriculture, et spécialement dans l'élevage, n'est pas reconnue par les hommes, et même si un petit nombre de femmes sont devenues chefs d'exploitation, elles n'ont pas accès aux formations pour maîtriser les méthodes et technologies agricoles. Le projet visait à aider les femmes à améliorer la qualité et la quantité de leur production, tout en réduisant leur vulnérabilité aux changements climatiques.

Carton Plein

France, 2021 et 2022

Permettre à des femmes sans domicile fixe de se réinsérer professionnellement grâce au recyclage de cartons.

En France, 143000 personnes vivent dans la rue, dont 3000 à Paris, dans des conditions précaires et dangereuses (23^e rapport sur l'état du mal-logement, Fondation Abbé Pierre). En grande majorité sans emploi, ces personnes sont exclues des dispositifs sociaux (logement, santé, actions sociales). C'est pour répondre à cette problématique que l'association Carton Plein a été créée. Face au double constat de l'exclusion des personnes sans domicile et de la quantité de déchets cartons dans les rues de la capitale, l'objectif de l'association est de permettre l'insertion socio-professionnelle et la reconstruction

du lien social des personnes vivant dans la rue, à travers la valorisation des cartons. En première ligne face à la précarité et la vulnérabilité, les femmes sont de plus en plus nombreuses dans la rue. Elles sont difficiles à identifier et en situation de violence sociale très préoccupante. Le projet était un projet pilote visant à favoriser la participation des femmes au dispositif d'insertion de l'association.

Chaussettes solidaires

France, 2021

Soutenir l'insertion économique de femmes en situation de précarité par une activité de confection de vêtements à partir de chutes de tissus et de chaussettes récupérées.

Créée en 2018, l'association Chaussettes solidaires propose à des femmes en situation de précarité, notamment hébergées en Centres d'hébergement d'urgence,



des ateliers de création de vêtements à partir de chaussettes dépareillées, récupérées via des collectes solidaires. Plusieurs de ces femmes ont manifesté le désir de se former à la couture pour en faire un métier et sortir définitivement de la précarité. Le projet a permis aux femmes ainsi qu'à des personnes en situation de handicap et des jeunes éloignés du marché de l'emploi, d'intégrer une formation complète alliant techniques de recyclage des tissus/vêtements, savoir-être et accompagnement vers l'insertion, de nature à donner aux stagiaires les compétences requises pour un poste dans le secteur de la couture (retouche ou *upcycling*) ou de la logistique.

Carton plein, France, 2021/2022



D'Antilles et d'ailleurs

Martinique, 2021

Permettre à des femmes en situation de prostitution de se réinsérer professionnellement grâce à une activité de confection de serviettes hygiéniques et de couches lavables.

En Martinique, la crise sanitaire liée à la Covid-19 a touché encore plus durement les femmes en situation de très grande vulnérabilité, notamment les femmes en situation de prostitution. Le budget que représentent les couches pour bébé et les produits d'hygiène intime pèse très lourd dans les dépenses de ces familles vulnérables qui doivent s'en passer et prioriser les denrées alimentaires. Le projet «Patchwork», mené par l'association D'Antilles et d'ailleurs, a répondu à ces problématiques en proposant à 25 femmes un accompagnement professionnel pour les sortir durablement de la prostitution, en les formant à la couture. Les femmes ont bénéficié de formations spécialisées dans la confection de couches et de protections hygiéniques lavables. En parallèle, elles ont été accompagnées pour valoriser les compétences qu'elles auront acquises en formation afin qu'elles trouvent un emploi stable.



Du Pain & des Roses

France, 2019

Favoriser l'insertion socioprofessionnelle des femmes en demande d'asile et éloignées de l'emploi à travers des ateliers de création de bouquets de fleurs bio, locales et de saison.

Mené en partenariat avec France Terre d'Asile dans 9 centres d'accueil



Du Pain & des Roses, France

en Île-de-France, le projet a proposé des ateliers de formation en horticulture raisonnée pour 90 femmes demandeuses d'asile et éloignées de l'emploi, afin de valoriser leurs compétences et de faciliter leur réinsertion professionnelle. Dans ses ateliers, l'équipe de Du Pain & des Roses a utilisé exclusivement des fleurs de saison produites localement et mène en parallèle des campagnes de sensibilisation sur l'impact écologique et économique néfaste de la fleur coupée en France. Le projet comprenait aussi un volet de sensibilisation sur la thématique des demandeuses d'asile et sur l'horticulture responsable, notamment via la participation des femmes bénéficiaires à des ateliers de création florale destinés au grand public.

EKO !

France, 2023

Former les femmes réfugiées sur des solutions techniques simples et respectueuses de l'environnement.

Les low-technologies sont des solutions techniques simples et répondant aux besoins fondamentaux (accès à l'énergie, l'alimentation, la mobilité, etc.), accessibles (économiquement et en termes de savoir-faire) et respectueuses de l'environnement (matériaux locaux, issus de la récupération ou

biosourcés, peu énergivores, peu polluants, etc.). L'association EKO ! partage ces solutions et savoir-faire écologiques avec les personnes exilées qui évoluent dans un contexte mouvant nécessitant de se réadapter en permanence. Pour cela, elle a mené le projet Low-tech & Réfugiés, initié dans les camps de réfugié-es sur l'île de Lesbos dès 2018, et déployé aujourd'hui à Briançon (zone montagneuse à la frontière franco-italienne) et à Marseille (ville méditerranéenne également fortement marquée par une crise de l'accueil et des problématiques déchets et environnement). Face au constat de l'immense vulnérabilité des femmes exilées, EKO ! a oeuvré à favoriser leur intégration dans ses ateliers et formation aux low-tech. EKO ! visait ainsi un public de femmes exilées afin de leur permettre de valoriser leurs compétences et gagner en dignité et en autonomie.



Élevages sans frontières

Maroc, 2023

Autonomiser les femmes éleveuses de chèvres et de moutons en renforçant leurs compétences et en appuyant leur regroupement en coopérative.

L'association Élevages sans frontières est intervenue au Maroc, dans la région de Ouarzazate afin de venir en aide à 148 femmes rurales et vulnérables. Il s'agit d'une région enclavée, marquée par la précarité. Elle est caractérisée par un système oasien en crise, en raison du dérèglement climatique, entraînant des pertes de terres et une diminution des revenus. Si l'exode rural est important chez les hommes, les jeunes filles peuvent difficilement quitter le milieu rural en raison de la structure patriarcale de la société. Majoritairement analphabètes, les femmes sont particulièrement exposées à la pauvreté. L'objectif du projet était d'améliorer les compétences en élevage de chèvres et de moutons de 102 femmes pour une meilleure autonomisation des bénéficiaires. Le projet a visé à former les femmes au métier d'éleveuse, à appuyer leur organisation collective et leur regroupement en coopérative et enfin à visibiliser le projet pour renforcer les initiatives locales. De plus, ce projet a bénéficié à 34 femmes éleveuses déjà installées, qui ont marrainé les 102 éleveuses, et à 12 femmes rurales qui ont appris les bases du soin vétérinaire.

Élevages sans frontières

Burkina Faso, 2020

Garantir l'autonomisation économique des éleveuses via la structuration d'une filière laitière locale.

Au Burkina Faso où 80 % de la population vit de l'agriculture et de l'élevage, la production laitière locale subit une forte concurrence du lait en poudre importé (30 % moins cher que le lait local). Ce phénomène impacte les familles d'éleveuses et particulièrement les femmes qui



gèrent la traite et la vente du lait. Le projet porté par Élevages sans frontières et l'association locale Action pour la promotion des initiatives locales, visait à renforcer les compétences des éleveuses de la province de l'Oubritenga, située dans la région du Plateau Central, qui manquaient de connaissances techniques et d'une organisation suffisante pour générer des revenus durables. 150 familles d'éleveuses ont bénéficié de formations afin d'améliorer leur conduite d'élevage, leur technique de traite et la culture de productions végétales destinées aux animaux. Une coopérative laitière a été construite afin de donner aux éleveuses les moyens d'assurer, en autonomie, la transformation et la vente de leur lait.

Emmaüs France, 2023



Emmaüs France

France, 2023

Réinsérer professionnellement des femmes vulnérables par des activités de recyclage et transformation textile

En France, la production de vêtements a doublé entre 2000 et 2014. En 2023, 680 000 tonnes de textiles sont mises sur le marché chaque année. En fin de chaîne, seuls 40 % de ces vêtements, linges, ou chaussures se retrouvent dans des filières de récupération ou de recyclage. Les 60 % restant sont autant de matières brûlées en incinérateur ou enfouies en décharge, soit une source de pollution importante. Depuis ses débuts, Emmaüs France collecte, tri et revalorise le textile dont les consommateurs et consommatrices se débarrassent chaque année. Ces activités prennent la forme de les chantiers et entreprises d'insertion portant un projet d'*upcycling* dans lesquels sont embauchées des personnes en situation de vulnérabilité sociale et économique. Dans le cadre de ses activités de lutte contre l'exclusion, Emmaüs France a vu évoluer le visage de la précarité avec de plus en plus de femmes et de familles bénéficiaires des actions de

solidarité, alors qu'historiquement les hommes étaient majoritaires. Face à ces deux constats, à la fois environnemental et social, l'association a lancé le projet « Façon Emmaüs » qui vise à consolider et démultiplier des chantiers d'insertion portant un projet d'*upcycling* textile (transformation de vêtement destiné au recyclage en de nouvelles créations de qualité supérieure) à destination d'un public majoritairement féminin.

Empow'her

Pérou, 2017

Développer l'agriculture biologique pour lutter contre la précarité des femmes et la dégradation de l'environnement.

Au Pérou, dans le village de Marachanca, les femmes agricultrices subissent le dérèglement climatique et la dégradation de l'environnement au quotidien. Leurs rendements sont faibles et les productions de mauvaise qualité, les empêchant de générer des revenus suffisants pour elles et leur famille. Le projet a pour objectif de garantir le passage d'une agriculture précaire néfaste pour l'environnement à une agriculture biologique, source de revenus



et d'autonomie pour ces femmes. Après avoir acquis des compétences techniques, agronomiques, en gestion ou encore en *leadership*, 16 agricultrices ont obtenu une certification biologique de groupe pour faciliter la commercialisation de leurs productions.

Empow'her

Niger, 2019 et 2022

Accompagner les femmes vers des modes de production agricole durables et les appuyer dans la création d'une coopérative.

Au Niger, la sécurité alimentaire est menacée par les conditions climatiques difficiles. Les femmes, principalement actives dans l'agriculture et l'élevage, souffrent d'un manque de ressources pour générer des revenus suffisants. L'association Empow'Her a formé un groupe de

85 agricultrices à des pratiques agroécologiques, telles que la fabrication d'engrais biologiques et la préservation des semences, tout en les aidant à se structurer en coopérative. De plus, dix femmes leaders ont été identifiées pour constituer un réseau d'ambassadrices, responsables de promouvoir ces pratiques au sein de la communauté. Le projet comprenait également des actions de plaidoyer sur des enjeux cruciaux, comme l'accès à la terre pour les agricultrices, auprès des leaders locaux. En fin de compte, ce projet a amélioré les rendements agricoles des femmes, augmenté leurs revenus et renforcé leur rôle au sein de la communauté.

Enda Europe

Sénégal, 2016

Préserver la biodiversité en formant les femmes pêcheuses sénégalaises.

Le projet visait à accompagner les femmes dans la mise en place de pratiques de collecte des coquillages plus respectueuses de l'environnement et dans la diversification de leurs activités (collecte et transformation des fruits sauvages, gestion forestière...). Des sessions de sensibilisation ont été organisées pour favoriser la reconnaissance des droits des femmes et de leurs savoir-faire en matière de gestion des ressources naturelles, et pour améliorer leur participation dans les instances de gouvernance locale.

Empow'her, Niger, 2019 / 2022



Entrepreneurs du Monde

Togo, 2017

Donner accès aux femmes vulnérables à une énergie propre et économique.



DR, DR, DR



Envol vert, Colombie

Au Togo, la plupart des foyers de cuisson utilisés traditionnellement sont peu efficaces. Ils consomment beaucoup de bois et dégagent des fumées nocives pour l'environnement et la santé des utilisateurs-rices, principalement les femmes. Parallèlement, moins de 30 % de la population a accès à l'électricité. Les femmes sont les premières touchées par cette précarité énergétique. Face à ce constat, Entrepreneurs du Monde a initié le projet Mivo afin de rendre accessibles des produits de cuisson et d'éclairage propres, modernes et économiques aux femmes les plus vulnérables. Les produits ont été distribués à bas coût auprès d'un réseau de revendeuses de proximité, formées et accompagnées individuellement dans la gestion de leur activité. Leur proximité avec les utilisatrices des équipements a facilité la promotion et la diffusion.

Entrepreneurs du Monde Haïti, 2018

Favoriser l'accès au microcrédit et fournir des cuisinières économiques et propres aux restauratrices de rue pour leur permettre de développer leur activité.

En Haïti, la plupart des foyers de cuisson utilisés traditionnellement sont peu efficaces. Ils consomment beaucoup de bois et dégagent des fumées nocives pour l'environnement et la santé des utilisateurs-rices, principalement les femmes. Parallèlement, moins de 62 % de la population a accès à l'électricité. Les restauratrices de rue sont particulièrement touchées par cette précarité énergétique. Face à ce constat, Entrepreneurs du Monde a initié le projet « Palmis Enèji » afin de rendre accessibles à 100 restauratrices de rue des équipements



de cuisson propres (table de cuisson à gaz GPL) et adaptés à leur métier tout en proposant des solutions financières ciblées (schéma de microcrédit prenant en compte leur modèle spécifique de revenus) et des formations (gestion d'une activité, techniques de cuisine, sécurité). Le projet a ainsi permis de renforcer le pouvoir économique de ces femmes.

Envol Vert Colombie, 2017 et 2021

Redynamiser et féminiser les filières agricoles blé et miel tout en appliquant des pratiques agroécologiques.

Dans la région de Socotá, en Colombie, le développement des mines de charbon a eu des conséquences néfastes sur les familles, déviant de l'agriculture vers l'exploitation minière. Pour contrer ces impacts, l'association Envol Vert en partenariat avec Agrosolidaria a souhaité redynamiser les filières agricoles (blé et miel) tout en préservant l'environnement. Cinquante paysans et paysannes ont été formés aux pratiques agroécologiques, avec un accent sur la création de pépinières communautaires,

la plantation d'arbres pour la restauration des cours d'eau, et l'adoption de techniques de fertilisation et de compostage. Cette initiative visait à améliorer l'autonomie financière des femmes et de leurs familles tout en favorisant une agriculture locale respectueuse de l'environnement, réduisant ainsi la dépendance vis-à-vis des revenus miniers.

Envol Vert

Colombie, 2017

Former les femmes aux techniques de l'agroforesterie pour développer leurs revenus, contribuer à la régénération de la biodiversité dans la Sierra Nevada et assurer la sécurité alimentaire des populations.

Dans la Sierra Nevada en Colombie, plus de 200 000 arbres sont coupés chaque année et il reste désormais 15 % de la forêt primaire. L'avancée de la frontière agricole et l'élevage bovin en sont les principales causes. Ainsi, Envol vert y a développé un projet de reforestation en lien avec des familles déplacées par le conflit armé il y a 15 ans. L'association a formé les paysannes et paysans aux techniques de l'agroforesterie et a promu la plantation du Noyer Maya, un arbre aux nombreuses vertus : haute valeur nutritionnelle des graines, puissant fertilisant naturel des sols tropicaux, grande capacité de stockage du carbone... En plus de la restauration de

l'écosystème dans la Sierra Nevada, le projet vise à améliorer la qualité de vie des communautés paysannes : développer leurs revenus et promouvoir leur sécurité alimentaire via la diversification des cultures vivrières et la création d'activités génératrices de revenus (à travers la transformation de produits forestiers).

ESSOR

Mozambique, 2015

Développement d'une agriculture urbaine et agroécologique à Maputo.



Suite à la baisse de la fertilité des sols causée par le changement climatique, les femmes, en charge de la production maraîchère en périphérie de Maputo au Mozambique, ont adopté de mauvaises pratiques agricoles (utilisation massive de pesticides), au préjudice de l'environnement, de leur santé et de celle des consommateurs-trices. Le projet a promu une agriculture urbaine plus durable en aidant les femmes à adopter des méthodes de culture plus durables et à s'organiser pour la commercialisation de leur production.

ESSOR

Congo-Brazzaville, 2020

Renforcer les compétences agroécologiques des maraîchères et les accompagner dans le développement d'une stratégie de commercialisation de leurs produits.

Les maraîcher-es de la zone périurbaine de Brazzaville, qui connaît des enjeux croissants d'approvisionnement alimentaire, sont contraintes par l'appauvrissement des sols, qui est une conséquence directe des effets des changements climatiques (irrégularité et imprévisibilité des précipitations). Les pratiques agricoles intensives utilisées pour augmenter les rendements nuisent à leur santé et à celle des consommateurs-trices. Les femmes sont particulièrement affectées par ces contraintes productives, à la fois car elles sont plus dépendantes de l'agriculture que les hommes pour vivre et nourrir leur famille, mais également, car elles souffrent d'un manque d'accès aux ressources et services de base (terre, irrigation, crédit, formation...). Le projet porté par ESSOR a formé 250 maraîchères aux pratiques agroécologiques. Cette formation professionnelle leur a permis d'améliorer leur production sur les plans quantitatifs et qualitatifs, et ainsi d'augmenter leurs revenus, contribuant directement à l'amélioration des conditions de vie de leur famille.

ESSOR, Congo-Brazzaville, 2020



Fédération nationale d'agriculture biologique

France, 2018, 2020 et 2022

Promouvoir le travail des femmes dans l'agriculture biologique avec la mise en place d'une formation sur l'égalité femmes-hommes en milieu professionnel agricole et la réalisation d'un guide d'installation pour les agricultrices.

Dans le milieu rural français, les femmes productrices peinent à faire entendre leurs voix, et la FNAB souhaite porter la voix

de ces agricultrices biologiques et revaloriser le travail de ces femmes. Pour cela, la FNAB a créé un « guide de l'installation au féminin » qui a apporté des conseils concrets (statut juridique, sécurité sociale, formations, maternité...) aux futures agricultrices. Elle a aussi mis en place une formation de futur-es formateurs-trices sur l'égalité femmes-hommes en milieu professionnel agricole (à la ferme et dans la gouvernance des organisations) avec l'appui d'un cabinet spécialisé. Pour être efficaces durablement, ces actions seront menées en partenariat avec les acteurs institutionnels et elles permettront de sensibiliser le public agricole (organisations professionnelles et syndicats, enseignement agricole, réseaux agricoles...) à l'égalité femmes-hommes dans ce milieu professionnel. Forte des impacts et acquis du projet « Femmes & bio », la FNAB a souhaité agir plus directement pour favoriser la mixité de ses organes de gouvernance en travaillant sur le renforcement des compétences en *leadership* des productrices.



Fédération nationale d'agriculture biologique, France, 2018

Food2rue France, 2020

Favoriser l'insertion socioprofessionnelle de femmes éloignées de l'emploi en les formant aux métiers de l'alimentation responsable.

Face au triple constat suivant : le manque de dispositifs dédiés et adaptés aux femmes dans le champ de l'insertion par l'activité économique en Île-de-France, l'intérêt de nombreuses femmes pour

les activités de restauration, et le difficile accès des familles aux revenus modestes à une alimentation saine et respectueuse de l'environnement ; l'association Food2Rue a créé en 2018 « La Panaméenne ». Il s'agit d'une halle alimentaire solidaire, située dans le 14e arrondissement de Paris, qui propose un comptoir de restauration et une épicerie-primeur, avec des produits de saison, biologiques, issus de circuits courts ou du commerce équitable. Le lieu est géré par une équipe de 14 femmes éloignées de l'emploi, qui bénéficient d'un contrat d'insertion pour être accompagnées dans la définition de leur projet professionnel et leur réintégration sociale.

Food2rue, France, 2020



Fondation Good Planet Inde, 2016

Accès à l'énergie durable et réduction du temps de travail domestique.

La Fondation Good Planet a mené un projet en Inde visant à fournir un accès à une énergie propre et durable, réduisant ainsi les émissions de gaz à effet de serre. Cela a amélioré les conditions de vie dans les zones rurales, avec un accent sur l'autonomisation des femmes. Les solutions d'énergie renouvelable ont réduit le temps que les femmes consacrent aux tâches domestiques, ouvrant des opportunités pour l'éducation et le travail rémunéré, tout en promouvant l'égalité de genre.



Fondation Good Planet, France, 2019

Fondation Good Planet

France, 2019

Promouvoir l'autonomisation des agricultrices et valoriser leur rôle pour une transition agricole durable.

La Fondation Good Planet s'engage à soutenir le collectif «Femmes 44» (GF44), composé de 15 agricultrices en Loire-Atlantique, afin de faire face aux défis que rencontrent les femmes dans le secteur agricole. En France, seulement 32 % des actifs agricoles permanents sont des femmes, et elles occupent rarement des postes de chef d'exploitation. Ce projet visait à combattre cette invisibilité et à renforcer le rôle des femmes dans l'agriculture durable. Pour ce faire, le projet a réalisé des études, des guides pratiques, des journées d'échange, et des formations techniques adaptées aux besoins des agricultrices. De plus, des actions de communication ont été entreprises pour sensibiliser le grand public et la profession à l'importance des femmes dans l'agriculture durable. En fin de compte, ce projet a favorisé l'autonomisation des agricultrices, renforcé leurs capacités, et promu des pratiques de production respectueuses de l'environnement.

FORESTEVER

Colombie, 2023

Contribuer à l'amélioration des parcelles agricoles de femmes indigènes grâce à la plantation d'arbres fruitiers, palmiers et plantes médicinales

En Colombie, les communautés indigènes sont en première ligne face au réchauffement climatique. Depuis 2016, la déforestation de l'Amazonie s'accélère, détruisant la très riche biodiversité du pays. La communauté indigène Ticunas est le groupe ethnique majoritaire le plus présent d'Amazonie. Ils vivent essentiellement de la pêche, de la chasse, de l'agriculture, de l'artisanat et tendent vers l'autosuffisance. L'ouverture sur le monde de ces populations peut avoir un effet néfaste en raison d'une dépendance plus accrue

aux matières premières extérieures, mais également en raison de la perte de leurs traditions. Dans cette communauté indigène, les femmes sont en charge de l'alimentation de leur famille. Cela inclut toutes les activités liées au travail de la terre : collecte de graines, plantation de semis, entretien des parcelles forestières, etc. Pour leur permettre de protéger leur territoire, il est nécessaire de les accompagner dans une gestion durable des ressources forestières. Malgré leurs responsabilités, le rôle des femmes est peu valorisé et elles restent victimes des inégalités de genre très présentes. Face à ces constats, l'association FORESTEVER, déjà active au sein de la communauté Ticunas sur des actions de reforestation, a créé un projet spécifique pour les femmes indigènes. Ce dernier avait 3 objectifs : La création de cercles d'échange et d'ateliers théoriques et pratiques sur les thèmes de la santé et du territoire amazonien non mixtes afin que les femmes se réapproprient leur place dans la communauté ; La reforestation par des plantations d'arbres utiles à l'alimentation et la médecine ; La préservation et la transmission d'un artisanat traditionnel ancestral.

FORESTEVER, Colombie, 2023



Gbobètô

Bénin, 2023

Développer une alternative écologique, saine et économique au charbon de bois en impliquant les femmes sur l'ensemble de la filière (fabricantes, consommatrices, détaillantes)

Le projet porté par l'association Gbobètô, se déroule au Bénin et a pour objectif d'offrir une alternative écologique, saine et économique au charbon de bois, utilisé quotidiennement par 80 % des ménages. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, 4 millions de personnes meurent chaque année de maladies imputables à la pollution de l'air domestique due à la cuisine à base de combustibles solides ou de kérosène. En plus de cela, le charbon

de bois contribue à la raréfaction des forêts au Bénin, qui fait partie des 10 pays les plus touchés par la déforestation en matière de pourcentage du territoire boisé perdu sur les 20 dernières années. Après trois ans d'expérimentation, l'association a réussi à mettre au point une recette de briquelette bon marché et efficace constituée de déchets agricoles. Ce combustible écoresponsable est moins nocif pour la santé des femmes qui cuisinent, lorsqu'il est utilisé avec le four Alafla également créé par l'association et produit par des groupements de potières. Le projet consistait à développer les débouchés commerciaux et augmenter les capacités de production des briquelettes en formant les groupements agricoles fournisseurs de la matière première (majoritairement des femmes), en aménageant une nouvelle unité de production, en développant des liens avec de nouvelles coopératives de potières et en sensibilisant les populations à l'utilisation de ces produits.

GERES

Maroc, 2023

Soutenir la création d'une filière de fours durables par et pour les femmes.

GERES, Maroc, 2023



Au Maroc, les modes de cuisson les plus répandus utilisent le gaz ou le bois. Ils sont très énergivores et exercent une pression sur les ressources naturelles et notamment les forêts. Ils sont généralement fabriqués sans contrôle et représentent un danger sanitaire et sécuritaire pour les 60 % de la population marocaine qui utilisent ces fours au gaz ou au bois. Les femmes sont les principales utilisatrices du fait de l'inégale répartition des tâches domestiques et du fait de leur surreprésentation dans le secteur informel de la boulangerie/pâtisserie. Au Maroc, le pain est souvent fabriqué à domicile dans ces fours, puis vendu dans la rue ou sur les marchés de manière informelle par des femmes ni formées, ni professionnalisées. Celles qui se lancent dans l'entrepreneuriat font face à de nombreuses barrières telles que l'obtention de financements, ou encore l'inégale répartition des tâches domestiques au sein du foyer. Depuis fin 2016, le GERES intervient au Maroc pour accompagner le développement d'une filière locale de fours au gaz à haute performance énergétique (HPE) domestiques et professionnels avec une meilleure intégration des femmes dans la filière. Les femmes, au-delà d'être les principales utilisatrices des fours, ont été formées pour être distributrices et ambassadrices du produit.



GERES

Myanmar, 2015 et 2019

Diffusion de foyers de cuisson économes et performants pour l'amélioration des conditions de vie des femmes et la protection de l'environnement.

Au Myanmar, la majorité de la population utilise des foyers de cuisson au bois, ce qui entraîne la dégradation des forêts et expose fortement les femmes aux fumées nocives. Ce projet visait à encourager l'utilisation de foyers de cuisson améliorés, plus économes en bois et moins émetteurs de CO₂, en mettant en avant le rôle entrepreneurial des femmes. Cela a amélioré leurs conditions de vie tout en contribuant à la préservation de l'environnement. Le projet comprenait des formations techniques et entrepreneuriales pour 10 femmes distributrices de ces foyers améliorés, des actions de sensibilisation pour stimuler

la demande locale, des partenariats avec des institutions de microfinance pour faciliter l'accès à ces solutions, et des efforts de plaidoyer auprès des acteurs gouvernementaux. L'objectif global était de créer une filière économique durable de foyers améliorés, adaptée aux besoins locaux et gérée par des entrepreneures.

GRDR Migration- Citoyenneté- Développement

Mali, 2019

Former les jeunes femmes aux pratiques agroécologiques et à la commercialisation de leurs produits.

Au Mali, les femmes sont souvent dépendantes des activités maraîchères pour vivre et sont particulièrement touchées par le manque d'opportunités économiques, aggravé par la réduction des surfaces cultivables et les difficultés d'accès à la terre. Pour répondre à la raréfaction des ressources, assurer l'autonomisation des femmes et l'insertion des jeunes, le projet «Jeunesse et emploi pour nourrir les villes» promeut l'agriculture durable et le «consommer local». Le GRDR et son partenaire local, l'Union nationale des Maisons familiales et rurales, ont accompagné la montée en compétences des jeunes filles de la commune en leur dispensant une formation professionnalisante en agroécologie, élevage et commercialisation des produits durables. Certaines ont été accompagnées dans la création d'activité



DK, DR, DR



GRET, Vietnam, 2021

génératrice de revenus. 300 maraîchères ont également été formées en production agroécologique et chargées de transmettre leurs nouvelles compétences aux autres maraîchères de la région. L'action a ainsi favorisé l'amélioration des conditions de vie des femmes et de leurs familles tout en participant à la préservation de la biodiversité.

Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET)

Vietnam, 2021 et 2023

Promouvoir la place de femmes issues de minorités ethniques dans la gestion durable des ressources naturelles et la création d'activités écotouristiques.

Au Nord du Vietnam, dans la réserve naturelle de Pu Luong (17 hectares de forêts), les minorités ethniques Thai et Muong - dont les moyens de subsistance sont principalement assurés par des services de protection des forêts et d'élevage peu rémunérés - vivent dans des conditions très précaires. Au sein de cette population, les femmes qui représentent une part importante de la main-d'œuvre agricole, ne sont que très rarement propriétaires des terres qu'elles cultivent et n'ont que très peu accès à l'éducation et à l'emploi. Afin de

répondre à cette situation, le GRET, en partenariat avec le Conseil de gestion de la réserve, mène un projet de promotion de la place des femmes issues de minorités dans la gestion durable des ressources naturelles et le développement d'activités écotouristiques. Les femmes pourront ainsi développer des activités génératrices de revenus tout en contribuant à la protection des ressources naturelles.

Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET)

Sénégal, 2018

Soutenir les femmes éleveuses dans leur activité en développant la filière du lait à travers des formations sur la gestion d'une exploitation, l'accès au microcrédit et en renforçant leur rôle au sein des structures agricoles locales.





Imece France, Turquie, 2022

Au Sénégal, dans le département de Dagana où l'insécurité alimentaire touche 55 % des ménages, l'activité repose essentiellement sur l'élevage. Le GRET a mené un premier projet (2012-2015) pour accompagner les éleveurs laitiers dans le développement de la filière du lait. Les femmes ont manifesté le besoin d'être également accompagnées pour appuyer les éleveurs dans la production et la vente de lait, et aussi développer d'autres activités économiques (maraîchage, aviculture, transformation des céréales...). Ainsi, des actions individuelles et collectives ont été mises en place à destination de 500 femmes : sessions d'alphabétisation, renforcement des capacités de prise de parole en public, dispositif d'aide à la création d'une activité économique (techniques de production, gestion des périodes de soudures, système d'épargne et de crédit), etc. Les femmes ont ainsi gagné en autonomie financière et leur rôle dans l'économie du ménage, du village et de la communauté sera davantage reconnu.

Habitat-Cité

Haiti, 2022

Améliorer les conditions de vie des femmes en les formant aux métiers de la construction sur des chantiers-écoles et en les sensibilisant à une agriculture respectueuse de l'environnement avec la création de forêts comestibles.



Dans la vallée de Jacmel et Baintet, en Haïti, où les habitant-es dépendent de l'agriculture, de l'élevage et de l'artisanat, la sécheresse, la déforestation et les catastrophes naturelles posent des problèmes. Pour y remédier, Habitat-Cité et OJUCAH ont lancé un projet de création de forêts comestibles gérées par

les femmes. Cela lutte contre la déforestation tout en diversifiant les cultures vivrières. Les femmes sont formées pour développer des activités génératrices de revenus, notamment dans la construction résiliente aux catastrophes. Le projet sensibilise également les jeunes filles aux enjeux environnementaux et de genre. Il renforce la résilience des communautés tout en autonomisant les femmes et en éduquant la génération future sur ces questions.

Imece France

Turquie, 2022

Soutenir des femmes réfugiées dans l'apprentissage de l'ingénierie solaire, aboutissant à la construction de batteries solaires portables distribuées aux personnes vulnérables sur la route de l'exil.

En Turquie, de nombreuses femmes et enfants réfugiés, fuyant des conflits et des discriminations, vivent dans des conditions précaires.

L'association Imece intervient pour autonomiser ces femmes à travers le programme « Solar Age » qui les forme à l'ingénierie solaire. Ce programme leur donne des compétences techniques pour la construction et la maintenance de batteries alimentées par l'énergie solaire. Initialement lancé en 2018 pour les femmes syriennes à Izmir, il a été étendu pour inclure des femmes de minorités ethniques défavorisées dans le quartier multiculturel de Basmane. Le projet améliore la situation de ces femmes déplacées en renforçant leur autonomie économique et en leur offrant des compétences techniques.

Inti Energies Solidaires

Pérou et Bolivie, 2017

Promouvoir la cuisson solaire pour favoriser l'autonomie énergétique des femmes et les accompagner dans le développement leur activité économique.

Au Pérou, dans les régions d'Arequipa et de Puno, la collecte intensive de bois pour la cuisine et le chauffage entraîne la déforestation, et oblige les femmes et les filles, en charge de cette tâche, à y consacrer toujours plus de temps. Elles sont aussi victimes des fumées nocives dégagées par les fours de cuisson traditionnels, dont elles sont les premières utilisatrices. Face à ce constat, Inti Energies Solidaires a souhaité équiper des familles de cuiseurs solaires, qui limitent la quantité de bois consommée et les émissions de fumées nocives pour la santé des femmes et l'environnement. Libérées de la collecte de bois, les femmes, organisées en coopérative, ont été accompagnées dans la création d'activités génératrices de revenus (séchage solaire de fruits et légumes). L'association a également mis en œuvre ce projet en Bolivie, dans les quartiers périphériques de La Paz où la majorité des familles parviennent à survivre grâce à l'économie informelle.

Inti Energies Solidaires a mis en place, depuis 2000, plus de 7 000 cuiseurs solaires.

Initiative développement

République du Congo, 2018

Favoriser l'insertion socioprofessionnelle de jeunes filles en situation de prostitution à travers la conception et la commercialisation de cuiseurs économes, respectueux de l'environnement et de la santé des populations.

Depuis 2010, l'association Initiative développement mène un projet de diffusion de cuiseurs économes à Brazzaville, en République du Congo, dans le but de réduire la consommation de bois et de charbon des ménages et de permettre à des artisans locaux de développer une activité économique complémentaire. Initiative développement a souhaité dupliquer ce projet à

Bolivia Inti Sud Soleil, Pérou





Ishpingo, Équateur, 2020

Pointe-Noire, deuxième ville du pays, en partenariat avec l'association Action de solidarité internationale (ASI) qui accompagne dans leur réinsertion socioprofessionnelle de jeunes filles mineures en situation de prostitution de survie. Ainsi, 6 maîtres-soudeuses et 6 vendeuses de rue soutenues par ASI ont été formées à la construction et à la vente des cuiseurs économes par Initiative développement, ce qui leur a permis d'avoir une activité valorisante et une source de revenus complémentaires.

Ishpingo

Équateur, 2017 et 2020

Former les femmes à l'agroforesterie pour développer leurs revenus et contribuer à la reforestation de l'Amazonie.

La multiplication des chantiers d'exploitation pétrolière, la déforestation ainsi que la pollution des sols et de l'eau dégradent fortement l'Amazonie équatorienne et impactent les populations locales. Ishpingo, qui agit depuis une dizaine d'années dans la province de Napo en Équateur, a lancé un projet de pépinières d'arbres fruitiers et médicinaux afin de reforester la région et de régénérer les écosystèmes. Les femmes *Kichwas*, formées aux techniques de l'agroforesterie, sont responsables de ces exploitations. Afin qu'elles puissent valoriser leur production et sécuriser leurs revenus, le projet les a formées à la transformation de fruits et les a aidées à se structurer en coopérative. Le projet a eu un impact à la fois sur l'autonomisation économique des femmes, qui ont obtenu de meilleurs rendements sur leurs parcelles, et a contribué à la préservation des ressources naturelles grâce à la diffusion de pratiques agricoles durables.

LAAFI France

Burkina Faso, 2021

Former des femmes rurales au métier d'apicultrice et préserver la biodiversité de la zone grâce à l'activité des abeilles.



LAAFI France, Burkina Faso, 2021

Dans la région Centre-Ouest du pays, secouée par des vagues de violences terroristes et affectée par les changements climatiques, les paysan-nes, en particulier les femmes, se retrouvent dans une situation de vulnérabilité économique extrême. Le projet «Burkina Bees apiculture solidaire», porté par l'association LAAFI, vise à former une centaine de femmes rurales en situation de précarité au métier d'apicultrice. Dotées en matériel apicole, elles sont accompagnées dans le développement de leur petite exploitation. Après plusieurs années, chaque apicultrice produit environ 25 kilos de miel par an et perçoit un revenu mensuel de 50 €. Le projet permet ainsi l'autonomisation économique des femmes.

LAAFI France

Burkina Faso, 2023

Former les femmes vulnérables à la permaculture et à l'agroécologie dans l'objectif de développer des activités génératrices de revenus.

Au Burkina Faso où 80 % de la population active vit de l'agriculture, les paysan-nes sont confrontées à une situation de précarité économique importante, notamment due aux changements climatiques, aux violences terroristes et à la crise de la Covid-19. Plus de 40 % de la population vit sous le seuil de

pauvreté et les femmes ont très difficilement accès à la propriété terrienne. Le projet Agridev de LAAFI, en collaboration avec l'association Beo Neere, experte en agroécologie et membre du réseau Terre de Liens dispense des formations en agroécologie et agroforesterie à 40 femmes en situation de précarité. Les femmes organisées en coopérative, disposent d'une parcelle individuelle de 100 m² pour une réaliser des cultures maraîchères ainsi que des activités complémentaires génératrices de revenus (AGR) - apiculture, vente d'œuf, de plantes médicinales, ateliers d'écotourisme. La coopérative approvisionne également 3 écoles en légumes frais (360 élèves) et forme les enseignant-es et les parents d'élèves aux enjeux d'une alimentation équilibrée.



Le Chemin des Fleurs

France, 2020

Proposer aux femmes éloignées de l'emploi une activité professionnalisante autour du maraîchage et de l'horticulture biologique.

Les premières années d'existence du Chemin des Fleurs ont été un succès, tant sur l'accompagnement social et professionnel des femmes éloignées de l'emploi qu'en termes de résultats économiques, traduisant un réel intérêt des consommateurs pour les produits maraîchers et horticoles responsables. L'association renforce sa démarche écologique et fait de son site de production un « showroom vert », exemplaire en termes de biodiversité et d'intégration sociale. Le projet a prévu la réalisation de différents travaux d'aménagement du site (nouveau bâtiment de stockage, réhabilitation du puits, végétalisation du terrain, création d'une mare...) ainsi que l'installation de serres et de carrés potagers pédagogiques et d'une signalétique informative pour accueillir le grand public (scolaires, entreprises...). Les salariées en insertion sont chargées de l'accueil des visiteurs et de la présentation des activités du Chemin des Fleurs sur le site de production.

Le Chemin des fleurs, France, 2020



Le Partenariat

Sénégal, 2017 et 2019

Permettre aux femmes transformatrices de poissons de recycler leurs déchets et d'avoir accès à une énergie durable : le biogaz.



À Saint-Louis, au Sénégal, les femmes transformatrices de poissons utilisent des foyers de cuisson très consommateurs en bois. Aucun système de traitement des ordures n'étant mis en place, les déchets de leur activité, principalement d'origine organique, sont rejetés dans le fleuve Saint-Louis. Afin de répondre aux problématiques énergétiques de ces femmes, mais aussi de réduire la pollution causée par leur activité, Le Partenariat a lancé un projet pilote afin de mettre à disposition des unités de production de biogaz sur le site de transformation de poisson. Celles-ci permettent d'utiliser les déchets organiques comme combustible au lieu d'être rejetés dans le fleuve, et fournissent de

l'énergie pour la cuisson des poissons. Le projet prévoyait également la formation de femmes leaders afin de promouvoir le biogaz auprès des autres femmes transformatrices.

Médecins du Monde

République Démocratique du Congo, 2023

Former des femmes maraîchères sur des pratiques agroécologiques plus respectueuses de l'environnement et moins nocives pour leur santé.

En République Démocratique du Congo (RDC), la ville de Kinshasa fait face à un enjeu majeur : celui de nourrir sa population. Les routes et les moyens de transport sont peu développés dans le pays rendant difficile le transport des produits alimentaires. Ainsi, de grandes zones de maraîchages se sont construites en périphérie de Kinshasa. 70 % des travailleuses de ces espaces agricoles sont des femmes. L'utilisation de pesticides, parfois périmés, est quasi-systématique et peu contrôlée. Les maraîchères n'ont que très peu de connaissances sur la manière d'utiliser les intrants chimiques et les conséquences sanitaires qu'ils impliquent, mais elles sont cependant nombreuses à constater une hausse du nombre de maladies ou d'éruptions cutanées. Seules 4 % des maraîchères se rendent à un centre de santé pour se soigner, principalement à cause de contraintes financières ne leur permettant pas de payer la consultation et les médicaments. Par ailleurs, les centres de santé existants à proximité des zones de maraîchage n'ont ni les moyens, ni les équipements pour informer et réaliser des consultations médicales. Face à ce constat, Médecins du Monde et Caritas Développement interviennent sur 3 sites de maraîchage dans la périphérie de Kinshasa, pour accompagner les maraîchères à travailler sans intrant chimique, introduire les biopesticides et renforcer les capacités des centres de santé dans la prévention et le soin des personnes exposées à des environnements nocifs.



Métamorphose, France, 2018

Mékong enfants des rizières

Laos, 2022

Former les femmes aux techniques d'aquaculture et d'élevage d'insectes pour la mise en place d'une production contrôlée et régulière, source de revenus complémentaires.

Au Laos, l'association Mékong enfants des rizières et la Pa Namkong Lao Community Association s'efforcent d'autonomiser les femmes du village de Dongkouay, situé dans la province de Vientiane, en renforçant leurs compétences en rizipisciculture (élevage de poissons dans les rizières) et en entomologie (reproduction d'insectes). Ces femmes, qui vivent principalement dans des zones rurales dépendant du Mékong, sont confrontées à des inégalités de genre et à des menaces pour la sécurité alimentaire dues à l'exploitation intensive du fleuve. Le projet leur fournit un support pédagogique sous forme de bande dessinée pour les guider dans la mise en place de la rizipisciculture, une pratique qui permet d'élever des poissons en même temps que le riz, créant ainsi une activité complémentaire pour la commercialisation de poissons. Cette initiative vise à renforcer les compétences techniques

et organisationnelles des femmes pour améliorer leur autonomie et leur situation économique.

Métamorphose

France, 2018

Appuyer la création d'un réseau de chantiers d'insertion pour les femmes éloignées de l'emploi autour d'une filière de recyclage de déchets d'entreprises en accessoires de mode.

Face aux nouvelles contraintes sur l'utilisation des emballages et

leurs filières de traitement d'une part et au besoin de faciliter l'accès des femmes aux emplois en insertion d'autre part, l'association Métamorphose a créé un réseau de structures d'insertion, ciblant plus particulièrement les femmes, qui développent une activité de fabrication de produits de maroquinerie (sacs, portefeuilles...) à partir de matériaux récupérés localement auprès des entreprises et des collectivités locales, dans différentes régions en France. Ce réseau permet le développement des activités des différentes structures, par la mutualisation de certaines actions : mise en place de formations,

Mékong enfants des rizières, Laos, 2022



élaboration d'une démarche commerciale et d'actions de communication communes. Le projet contribue à l'essor de l'économie circulaire tout en favorisant l'insertion professionnelle de 53 femmes en situation de précarité.

Migrations & Développement

Maroc, 2017, 2018 et 2020

Former les femmes à l'agriculture durable pour s'adapter aux dérèglements climatiques.

Dans la région du Souss Massa au Maroc, la population subit de plein fouet les effets du changement climatique (perte de la biodiversité, appauvrissement des sols, manque d'eau), qui sont accentués par des pratiques humaines inadaptées (surexploitation des ressources, agriculture intensive). Les femmes étant les principales actrices de la production agricole, le projet vise à former les agricultrices à des techniques agricoles respectueuses de l'environnement et à valoriser leur production. 45 femmes ont ainsi été formées à l'agroécologie ainsi qu'à la gestion de banques de semences afin qu'elles puissent ensuite transmettre ces connaissances à d'autres agriculteurs·trices de la région. En 2018-2019, l'association a poursuivi son accompagnement en renforçant les compétences de 55 femmes à travers des formations

à la gestion d'une exploitation et à la commercialisation. L'association garantit l'autonomisation de ces agricultrices et la stabilité de leurs revenus par l'insertion de leur production dans un circuit de commercialisation régional. Le projet a également permis la construction d'un réservoir d'eau et d'un puits, ainsi qu'une large diffusion des pratiques agroécologiques à l'échelle de la région.

Movement France

Burkina Faso, 2018

Permettre à des femmes en situation de grande précarité de développer une activité économique grâce à la fabrication et la commercialisation d'accessoires de mode réalisés à partir de sacs plastiques recyclés.



À Ouahigouya, au Burkina Faso, où de nombreuses jeunes mères célibataires ont des difficultés à suivre une formation ou à trouver un emploi, la situation environ-

nementale est préoccupante : les sacs plastiques s'accumulent par terre formant ainsi des décharges sauvages. Face à ce constat, Movement France mène le projet « P3 Plastique, Projet, Pochette » dont l'objectif est de former des femmes en situation de précarité au recyclage de ces sacs plastiques pour les transformer en accessoires artisanaux. Movement France développe son activité en créant un centre pouvant employer 40 femmes, et au sein duquel plusieurs techniques de recyclage du plastique sont utilisées (couture, tissage, crochet, fonte). En exerçant une activité génératrice de revenus, les femmes deviennent autonomes financièrement tout en contribuant à la protection de l'environnement.

Objectif France-Inde

Inde, 2021

Soutenir des agricultrices vivant sous le seuil de pauvreté tout en favorisant l'adoption de pratiques agricoles durables en zone rurale.

Dans les zones rurales de l'État du Tamil Nadu (Inde du Sud), les changements climatiques (sécheresse, dégradation des sols) et l'isolement économique provoquent la précarisation des populations, notamment des femmes, peu qualifiées et discriminées en raison de leur sexe. Avec son partenaire local SEVAI (Society for Education, Village Action and Improvement) qui gère des microcrédits subventionnés par le gouvernement, l'association Objectif France-Inde (OFI) soutient la création de groupes d'entraide (SHG : Self Help Groups, et JLG : Joint Liability Groups) pour les femmes les plus vulnérables qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. En 20 ans, les deux ONG ont ainsi



Migrations & Développement, Maroc, 2017



contribué à la création de 10 000 SHG qui ont permis à 150 000 femmes de sortir de la pauvreté grâce à l'accès à un microcrédit et le développement de leur activité économique. Face au succès de ces initiatives, et dans un contexte de crise sanitaire qui renforce encore la nécessité d'assurer la sécurité alimentaire des populations rurales, OFI et SEVAI ont consacré un projet dédié au renforcement des capacités et de l'autonomie des femmes agricultrices.

PikPik Environnement

France, 2022

Mobiliser et sensibiliser les mères de famille de L'Île-Saint-Denis sur la gestion des déchets afin qu'elles en diffusent les bonnes pratiques auprès de leurs pairs.



L'association PikPik Environnement, suite à son engagement lors de la COP 21, a mis en place un projet nommé « Passeport écocitoyen » visant à mobiliser et sensibiliser les citoyen·nes sur les enjeux du développement durable. Cette initiative se concentre sur un quartier populaire de L'Île-Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis, afin de rendre ces messages accessibles à une population en situation de précarité qui pourrait se sentir moins légitime pour les promouvoir. L'association a constaté que les mères de famille étaient les plus engagées lors des animations dans ce quartier. Le projet « Passeport écocitoyen » expérimente la sensibilisation des mères de famille à la gestion des déchets, les encourageant à diffuser ces bonnes pratiques au sein de leur communauté. L'objectif est de renforcer le rôle de ces femmes dans leur quartier, d'améliorer leur environnement de vie, et de contribuer à la préservation



Re-Belle, France, 2020

des ressources. Ce format d'autonomie dans la sensibilisation permet à PikPik Environnement d'avoir un plus grand impact sur les populations vulnérables.

Projeter sans frontières

Colombie, 2017, 2019 et 2022

Favoriser la mise en place de l'agriculture urbaine avec les femmes de Bogota.

En raison des conflits armés, la Colombie est le deuxième pays au monde comptant le plus de populations déplacées (6 millions de personnes). Dans le quartier de Santa Rosa, au sud de Bogota, de nombreuses populations rurales ayant fui les combats doivent désormais cohabiter. Afin de réinsérer ces populations vulnérables, l'association Projeter sans frontières développe depuis 2012 le programme « Semons la confiance » qui vise à développer l'agriculture urbaine et périurbaine. Dans ce cadre, une vingtaine de femmes



productrices sont formées à l'agriculture biologique et à la gestion afin de distribuer en réseau des paniers bio à Bogota. 30 autres femmes sont également accompagnées dans la mise en place d'un jardin urbain, qui permet d'assurer l'autonomie alimentaire de leur famille. Fort du succès de son action, Projeter sans frontières a souhaité franchir une nouvelle étape en diversifiant les sources de revenus des femmes de la Calera par une activité agrotouristique et par la création de « forêts comestibles » destinées à l'autoconsommation et la vente de produits issus des forêts.

Re-Belle

France, 2017 et 2020

Lutter contre le gaspillage alimentaire en transformant des fruits et des légumes invendus, dans le cadre d'un chantier d'insertion de femmes.

En Île-de-France, 200 tonnes de fruits et de légumes sont jetées chaque semaine, à cause notamment de circuits de distribution extrêmement longs. Face à ce constat, Re-Belle lutte contre le gaspillage alimentaire en revalorisant des fruits et légumes invendus sur le territoire francilien, via leur transformation en confitures artisanales. Le projet vise également à créer des emplois qualifiés et durables en



Rejoué, France 2017/2021

Seine-Saint-Denis dans le cadre d'un chantier d'insertion de femmes. Ces femmes, issues de quartiers prioritaires et en grande difficulté, bénéficient d'un accompagnement socioprofessionnel individualisé pour les aider à préparer leur intégration durable dans l'emploi. L'association travaille aujourd'hui sur la consolidation de son modèle : augmentation de la production et des ventes, création d'emplois supplémentaires et développement d'actions de sensibilisation sur l'alimentation durable.

Régie Rurale

France, 2023

Favoriser l'insertion professionnelle de femmes en situation de grande fragilité par la production et la distribution de fruits bruts et transformés.

Le département de la Haute-Marne est un territoire en déclin confronté à l'exode de sa population et à la désindustrialisation. Le chômage est très présent, particulièrement chez les femmes, et la population vieilliss-

sante. Sur ce territoire, l'association la Régie Rurale du Plateau porte 3 chantiers d'insertion - l'entretien des espaces verts, le maraîchage et la restauration de patrimoine en terre sèche - mais elle est confrontée à une surreprésentation des hommes dans ses parcours. À la suite d'une réflexion avec les acteurs du territoire, la Régie Rurale du Plateau souhaite renforcer l'insertion des femmes en diversifiant ses activités et en créant une filière de transformation de fruits de verger 100 % féminine. Une première expérimentation réussie a eu lieu en 2021 en lien avec l'association locale Les croqueurs de pommes. La Régie rurale intervient sur 13 vergers de pommes, de mirabelles et de prunes. Ces vergers sont mis à disposition par des collectivités ou des particuliers qui ne peuvent plus les entretenir. En 2023, l'association consolide l'expérimentation de cette nouvelle activité de transformation de fruits avec un groupe de femmes en insertion. Au-delà de l'enjeu social, l'objectif du projet est également environnemental puisqu'il permet de lutter contre le gaspillage alimentaire et d'entretenir des vergers actuellement non entretenus.

Rejoué

France, 2017 et 2021

Développer une filière de recyclage de jouets d'occasion gérée par des femmes en insertion, et les revendre à des prix solidaires.

Rejoué, un chantier d'insertion en Île-de-France se consacre à la revalorisation de jouets usagés. Ils collectent, recyclent et revendent ces jouets à des tarifs solidaires, en offrant des opportunités d'insertion professionnelle, principalement à des femmes en difficulté sur le plan de l'emploi. Pour faire face aux défis de 2020, Rejoué a mis en place un soutien psychologique, des entretiens individuels, et une stratégie de communication pour relancer leur activité commerciale. Leur objectif est de poursuivre leur développement en Île-de-France et de diffuser leur modèle à l'échelle nationale, tout en maintenant leur engagement envers l'insertion professionnelle et le réemploi de jouets.

Saveurs en partage

France, 2019

Soutenir l'entrepreneuriat social féminin via la création d'un magasin d'alimentation biologique et locale au sein d'un quartier prioritaire.

Saveurs en partage est un projet porté par cinq femmes dans le 20^e arrondissement de Paris. Elles souhaitent répondre au besoin d'un commerce alimentaire respectueux de l'environnement et accessible aux familles à faibles revenus de leur quartier. Le projet consiste en l'ouverture d'un magasin proposant des produits de qualité issus de l'agriculture biologique, du commerce équitable, en circuit court ou en vrac. Un système de double tarification rend les produits essentiels très abordables pour les bénéficiaires du RSA, majoritairement des femmes élevant seules leurs enfants. En parallèle, des ateliers sur la santé, la nutrition et le développement durable sont offerts. Saveurs en partage vise à créer des emplois pour les entrepreneures tout en améliorant l'accès à une alimentation saine pour les familles en situation de précarité.



Saveurs en partage, France, 2019

SOL

Inde, 2015, 2018 et 2019

Les graines de l'espoir : agriculture biologique et résistance au changement climatique pour les femmes marginalisées des communautés rurales en Inde. Bio-écoles : sensibilisation à l'environnement et lutte contre le changement climatique.

En Inde, SOL et son partenaire local Navdanya œuvrent depuis 2016

pour valoriser le rôle des femmes dans le développement d'une agriculture durable. Le projet comprend la formation de 184 agricultrices à l'agroécologie, des échanges de bonnes pratiques entre agriculteurs français et indiens, la formation de 40 gardiennes de semences, et la sensibilisation du public aux changements climatiques par le biais de jardins potagers dans les écoles. L'objectif est d'améliorer la souveraineté alimentaire et l'indépendance économique des femmes rurales

SOL, Inde, 2021



tout en préservant la biodiversité. SOL a également prévu d'approfondir ces efforts en organisant des rencontres avec les acteurs du projet « Biofermes international » et en réalisant une étude sur les enseignements et bonnes pratiques des actions menées dans les biofermes.

SOL

Sénégal, 2019

Garantir la sécurité alimentaire des populations rurales par la formation des femmes au maraîchage au sein d'une ferme agroécologique.



Au Sénégal, pays particulièrement touché par les changements

climatiques, les populations de la zone rurale de Nguiguiss Bamba dépendent de l'agriculture et de l'élevage pour vivre. Chaque jour, les femmes consacrent environ 4 heures au puisage manuel et au transport de l'eau, ce qui dégrade leur santé et ne leur permet pas de se consacrer à d'autres activités génératrices de revenus. C'est dans ce contexte que SOL a réalisé un forage alimenté à l'énergie solaire, pour permettre un accès à l'eau potable durable pour les populations locales. Le projet améliore les conditions de vie et l'alimentation des femmes et de leurs familles grâce à l'irrigation d'une ferme agroécologique. Elles sont formées à la culture maraîchère et à l'artisanat, et peuvent ainsi gagner en autonomie en générant leurs propres revenus. Enfin, SOL prévoit l'expérimentation d'un système de gestion saine de l'eau sur le hameau, ainsi que des actions de sensibilisation des jeunes des alentours à la préservation des ressources naturelles et à l'agroécologie. Le projet permet ainsi de promouvoir les pratiques agricoles durables tout en renforçant la place économique des femmes dans leur communauté.

SOL

France, 2021

Promouvoir l'installation de femmes non issues du milieu agricole dans des activités d'agriculture biologique.

D'ici 2030, une partie de l'écosystème agricole français va disparaître puisque la moitié des paysannes du territoire français partiront à la retraite, sans garantie de la reprise de leurs fermes ni de la transmission de leurs savoirs. Les personnes qui ne connaissent pas le monde agricole, mais qui souhaitent devenir agriculteur·trice rencontrent de nombreuses difficultés, notamment les femmes, en raison d'un certain conservatisme du monde agricole qui accorde peu de légitimité aux paysannes cheffes d'entreprise. Et pourtant, elles sont de plus en plus nombreuses à s'engager sur cette voie et sont particulièrement porteuses de modèles alternatifs durables, préservant l'environnement. Pour répondre à cette problématique, l'association SOL propose un accompagnement aux femmes non issues du monde agricole dans

SOL, France, 2021



DR, DR

le développement de leur projet d'installation agricole. Les femmes bénéficient d'une formation globale et gagnent en compétences agricoles, en compétences de gestion économique de leur installation, ainsi qu'en connaissances environnementales.

**SOL, Réseau CIVAM,
FADEAR**

France, 2023

***Accompagner les femmes
agricultrices engagées
dans l'agroécologie***

En 2021, le ministère de l'Agriculture recensait que seulement 1/4 des chef-fes d'exploitation agricole en France étaient des femmes. Par ailleurs, elles représentent 30 % des actifs agricoles. Les problématiques auxquelles elles font face leur sont propres, que ce soit lors de l'installation, de l'accès au foncier, de la formation, de la répartition des tâches, de la participation à la prise de décision ou encore de l'adéquation entre leur vie professionnelle et leur vie privée. De plus, elles sont victimes du sexisme et des discriminations présentes dans le secteur. Aujourd'hui, il y a un vrai enjeu pour mieux accompagner et soutenir les actions des femmes dans l'agriculture, d'autant plus que celles-ci sont souvent à l'initiative des transformations vers une agriculture plus durable et responsable. Depuis plusieurs années, le Réseau CIVAM, la Fédération Associative pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural (FADEAR) et l'association SOL s'engagent en faveur d'une meilleure inclusion des femmes dans le secteur agricole. En 2023, ces 3 acteurs ont souhaité accentuer leur collaboration et leur soutien aux agricultrices en proposant un projet commun. Il s'agit d'accompagner les paysannes et futures paysannes dans leur installation et de les former sur des techniques agricoles spécifiques, de créer des espaces d'échange entre agricultrices permettant d'impulser des initiatives, et, enfin, de valoriser et diffuser les contributions des femmes à la transition



Terre & humanisme, Bénin, 2022

agroécologique. Ce projet est mené dans 4 départements : la Marne, l'Ariège, le Vaucluse et la Drôme.

Terre & humanisme

Togo, 2017

***Soutenir les femmes dans
le lancement d'activités agricoles
respectueuses de l'environnement
et génératrices de revenus.***



Au Togo, le changement climatique et l'agriculture intensive détruisent les sols et entraînent pauvreté et exode rural pour les agriculteurs, notamment dans la région des Savanes, au nord du pays. Malgré leur rôle clé dans l'agriculture locale, le rôle des femmes est peu valorisé (faible niveau de qualification, difficultés d'accès à la propriété). Terre & humanisme et son partenaire local AREJ ont formé 20 jeunes femmes issues de groupements maraîchers à l'agroécologie et à la gestion d'une petite exploitation. Ces femmes bénéficieront d'un soutien matériel et financier pour lancer

leur activité et la pérenniser. Elles sensibilisent ensuite les membres de leur groupement à ces techniques, ce qui leur permettra de renforcer leur rôle dans leurs communautés, mais aussi d'assurer l'autonomie alimentaire de la région.

Terre & humanisme

Bénin, 2022

***Accompagner les femmes dans
le développement de compétences
agroécologiques et dans
l'installation d'un jardin potager.***

Au Bénin, Terre & humanisme, en partenariat avec l'association locale ORAD, œuvre pour la protection de la biodiversité et l'amélioration de l'autonomie alimentaire des femmes dans une région touchée par la dégradation des ressources naturelles. Le projet consiste en la formation à l'agroécologie de 50 femmes de 10 villages du département de la Donga, incluant la mise en place de jardins potagers et la fabrication de foyers de cuisson améliorés. Suite au succès de la phase pilote, l'association a poursuivi le projet en renforçant les compétences de l'ORAD pour assurer sa pérennité. Ce projet contribue à améliorer la résilience des familles rurales en renforçant les pratiques agricoles durables et en réduisant la dépendance aux ressources naturelles fragiles, tout en offrant aux femmes de meilleures perspectives économiques.



Univers-Sel, Guinée-Bissau, 2017

Univers-Sel

Guinée-Bissau, 2017

Diffuser les techniques de saliculture solaire auprès des femmes productrices de sel pour protéger la mangrove.

Dans la région de Kapatrès en Guinée-Bissau, les femmes travaillant dans les exploitations de saliculture font bouillir de la saumure (eau très salée) pour en récolter le sel, une activité très consommatrice en bois de mangrove et néfaste pour leur santé en raison des émanations de fumées. L'association Univers-Sel a développé avec des producteurs locaux et des paludiers de Guérande une technique de production écoresponsable, la saliculture solaire, qui permet de récupérer le sel en faisant sécher la saumure sur des bâches exposées au soleil. Quarante femmes ont été formées à ce mode de production et ont ensuite formé les autres productrices sur leurs propres salines, ce qui valorise leur rôle dans la communauté.



WECF France

France et international, 2016

Mettre en œuvre l'Accord de Paris : déployer des solutions climat intégrant le genre.

En coopération avec d'autres ONG, membres du Groupe Femmes et Genre - observateur officiel au sein de la Convention sur les changements climatiques, le WECF lance un programme de 4 ans pour renforcer le rôle des femmes dans la mise en œuvre des politiques de lutte contre le dérèglement climatique. Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris en 2020, des femmes expertes ont été formées pour faire entendre leurs voix lors des 4 prochaines conférences internationales sur le climat, à toutes les étapes des négociations.

WECF France

Géorgie, 2016

Les femmes au cœur de la transition énergétique en Géorgie.

Le projet consiste à former et accompagner une centaine de femmes dans 4 régions de Géorgie pour renforcer leurs compétences techniques et entrepreneuriales, et leur permettre de participer activement à la création de coopératives d'énergies, démocratiques et paritaires. En leur offrant ces compétences, le projet favorise l'implication des femmes dans la transition énergétique en Géorgie, créant ainsi des opportunités économiques et renforçant leur rôle dans le développement durable du pays.

WECF France

France, 2020

Soutenir les femmes qui entreprennent dans l'agriculture et l'alimentation durables en zone rurale.

Depuis 2011 en Haute-Savoie, WECF France soutient et accompagne l'activité des femmes en milieu rural grâce au réseau régional « Femmes rurales » (environ 50 membres). Suite à une étude réalisée en 2015 auprès d'une centaine de femmes de la région, l'association a constaté que ces dernières font face à un manque de valorisation et de soutien de leurs entreprises, et qu'elles n'ont pas ou peu accès aux dispositifs d'accompagnement. WECF France a souhaité agrandir (50 nouvelles membres) et renforcer le réseau « Femmes rurales », afin d'améliorer les revenus des entrepreneuses et de garantir la sécurité alimentaire des territoires, tout en favorisant le recours à des pratiques agricoles durables.

WECF France

Colombie, 2023

Accompagner des femmes issues de quartiers défavorisés dans l'organisation de leur association de recyclage des déchets.

En Colombie, la mauvaise gestion des déchets est l'une des principales causes des émissions de gaz à effet de serre (GES). Depuis 2016, la municipalité de Bogota mène une politique volontariste en faveur du recyclage des déchets en accord avec un plan national visant une réduction de 20 % des émissions de GES dans le pays d'ici 2030. A Bogota, les déchets recyclables sont collectés et triés en majorité par des femmes, les récupératrices, qui sont réunies en associations. Elles sont payées au poids de déchets collectés, sans contrat de travail. Elles n'ont pas accès aux droits sociaux et travaillent dans des conditions très précaires (utilisation de charrettes, pas d'équipements de protection). Depuis 2016, elles ont la possibilité d'être reconnues comme agentes environnementales par la municipalité et ainsi faire partie des services publics. Cela leur permet d'augmenter considérablement leurs revenus et d'améliorer leurs conditions de vie. Pour ce faire, chaque association de

récupératrices doit démontrer sa professionnalisation et référencer ses itinéraires de collecte dans un logiciel géré par la municipalité. Cette procédure est difficile à réaliser pour des associations peu structurées et manquant de moyens. C'est en réponse à ces enjeux que WECF France soutient l'ONG colombienne ENDA dans l'accompagnement à la formalisation des associations de récupératrices afin qu'elles obtiennent la reconnaissance de leur travail et qu'elles soient en capacité de négocier de meilleures conditions de travail.

Women of Africa

Guinée Conakry, 2022

Réhabiliter et préserver la biodiversité du jardin botanique de Camayenne tout en formant et en créant des emplois pour les femmes.

L'Afrique est l'un des continents souffrant le plus des dérèglements climatiques. La déforestation due

à la surexploitation de bois met en péril la biodiversité africaine. Les femmes sont les premières touchées par les changements climatiques en Afrique. Au centre de la ville de Conakry en Guinée, le jardin botanique de la Camayenne est considéré comme le poumon vert de la ville. Implanté sur 8 hectares, il abrite des espèces d'arbres et de plantes très rares et en voie de disparition. En raison de la pression exercée par l'environnement urbain (abatage, constructions, non prise en compte de ce patrimoine), le jardin botanique est de plus en plus fragilisé. Face à cette situation, Women of Africa a lancé un projet de restauration et de préservation de la biodiversité de ce jardin tout en créant des emplois pour les femmes. La restauration du jardin de Camayenne par un groupe de femmes a permis de planter 1 000 arbres et plantes supplémentaires.

WECF France, Colombie, 2023



Women's Worldwide Web

Tunisie, 2017 et 2019

Accompagner les femmes agricultrices dans la transition vers l'agroécologie pour lutter contre la désertification.

Le projet mené par W4 en Tunisie, à Bir Salah, cible deux enjeux majeurs : l'émancipation économique des femmes rurales, principalement actives dans l'agriculture, et la lutte contre la désertification des terres. Avec la formation de 40 femmes en agroécologie, le programme vise à créer des sources de revenus durables grâce à des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, la structuration en coopératives et la commercialisation de nouvelles cultures. De plus, un programme de formation en ligne a été développé pour les femmes du Sahel, couvrant divers aspects de l'agriculture durable et de l'entrepreneuriat. Une campagne de sensibilisation #1MillionTrees4Tunisia a égale-

ment été menée en partenariat avec le ministère de l'Agriculture pour sensibiliser le public aux enjeux environnementaux.

Yobalema

Sénégal, 2020

Former les femmes aux pratiques agroécologiques et les accompagner dans la création d'un potager.

Au Sénégal, le département de Rufisque, situé sur la côte ouest, subit de plein fouet les changements climatiques qui impactent à la fois les productions agricoles et les productions halieutiques. L'insécurité alimentaire que subissent les habitant-es est exacerbée par la diminution des activités économiques. Dans ce contexte, de nombreux hommes, notamment des pêcheurs, migrent vers les villes pour trouver du travail. Afin de faire face à cette situation et pour nourrir leur famille, 37 femmes de pêcheurs du village de Kelle se sont réunies



en collectif, puis en Groupement d'intérêt économique (GIE), dans le but de mettre en commun leurs forces et les productions agricoles qu'elles cultivent. Ces dernières ont sollicité l'aide de l'association Yobalema pour développer un projet agricole durable et rentable. L'association a ainsi formé les femmes en agroécologie et en permaculture via des ateliers pratiques et des sessions de sensibilisation. Le projet favorise la sécurité alimentaire du village et permet de pallier aux difficultés économiques des femmes.

Women's Worldwide Web, Tunisie, 2014



DR, DR



Habitat-Cité, Haïti, 2022

Bibliographie

Agarwal, B., 1994, *A field of one's own: Gender and Land Rights in South Asia*, Cambridge University Press.

Agarwal, B., 2009, Gender and forest conservation: The impact of women's participation in community forest governance. *Ecol. Econ.* 2009, 68, 2785–2799.

Agroecology and feminism, 2020, *Farming Matters* n° 36.1. www.cultivatecollective.org/inpractice/farming-matters-agroecology-feminism

Anderson, C.R., Pimbert, M. P. et al., 2020, Agroecology now. Connecting the dots to enable agroecology transformations, *Agroecology and Sustainable Food Systems*, 44:5, 561-565

Anderson, C., Bruil, J., Chappell, J., Kiss, C. and M. Pimbert, 2020, *Agroecology Now! Transformations towards more just and sustainable food systems*. Chapter on Equity. Palgrave Macmillan.
https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-030-61315-0_8

AWID, 2011, *Feminist perspectives on agroecology in Brazil*.
www.awid.org/publications/feministperspectives-towards-transforming-economic-power-agroecology

Baden, S., 2013, *Women's Collective Action, Unlocking the potential of agricultural markets*, Oxfam International.
<https://policy-practice.oxfam.org/resources/womens-collective-action-unlocking-the-potential-of-agricultural-markets-276159/>

Bénézit M. et Les paysannes en polaire, 2021, *Il est où le patron ?*, *Chroniques de paysannes*, Hachette/Marabout, Paris.

Bezner Kerr, R., Hickey, C., Lupafya, E. and L. Dakishoni. 2019. 'Repairing Rifts or Reproducing Inequalities? Agroecology, Food Sovereignty, and Gender Justice in Malawi'. *Journal of Peasant Studies* 46(7), 1499-1518.

Brandenburg, A., 2008, 'Mouvement agroécologique au Brésil : trajectoire, contradictions et perspectives'. *Natures, Sciences, Sociétés* 2008/2, Vol.16.
www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2008-2-page-142.htm

Cook, N., Grillos, T. & Andersson, K., 2019, 'Gender quotas increase the equality and effectiveness of climate policy interventions'. *Nat. Clim. Chang.* 9, 330–334. www.nature.com/articles/s41558-019-0438-4

Dickin, S. and Caretta, M.A., 2021, Examining water and gender narratives and realities, *WIREs Water*.
<https://wires.onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1002/wat2.1602>

Doss, C., Meinzen-Dick, R., Quisumbing, A., Theis, S., 2017, Women in agriculture: Four myths. *Global Food Security* 2017, 16, 69-74.

FAO, 2011, *The State of Food and Agriculture. Women in Agriculture: Closing the gender gap for development*. Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome. www.fao.org/3/i2050e/i2050e.pdf

Ferreira, E.L., Barros, R.A., Bevilacqua, P.D., 2020, Women working in animal husbandry: A study in the agroecological transition context. *Ciência Rural* 2020, 50.

Gatet, A. et Niakaté, A., 2023, *Inégalités de genre, crise climatique et transition écologique*. Avis/Rapport du Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE). www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2023/2023_05_inegalites_genre_.pdf

Howard, P., 2003, *Women and plants. Gender relations in biodiversity management and conservation*, Zed Books, London. www.researchgate.net/publication/320347090_Women_and_Plants_Gender_Relations_in_Biodiversity_Management_and_Conservation

IPES-FOOD, 2016, *De l'uniformité à la diversité*, https://ipes-food.org/_img/upload/files/Uniformiteala%20Diversite_IPES_FR_Full_web.pdf

IUCN, 2020, *Gender-based violence and environment linkages, The violence of inequality*. <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2020-002-En.pdf>

Les Carnettistes tribulants, *Paysannes. Carnet de rencontres avec des femmes engagées*.

Mavisakalyan, A. and Tarverdi, Y., 2019, Gender and Climate Change: Do female parliamentarians make a difference? *European Journal of Political Economy* 56: 151-164. www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0176268017304500

OCDE, 2021, *Égalité femmes-hommes et environnement : Accumuler des connaissances et des politiques pour atteindre les Objectifs du développement durable*. <https://doi.org/10.1787/009350ea-fr>.

Oxfam France, 2023, *Agriculture : Les inégalités sont dans le pré*. www.oxfamfrance.org/rapports/agriculture-les-inegalites-sont-dans-le-pre/

Oxfam GB, 2016, *Rapid Care Analysis*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/participatory-methodology-rapid-care-analysis-guidance-for-managers-and-facilit-620147/>

Pionetti, C., 2023, *Si l'agriculture était menée par les femmes, en serions-nous là ?* Étude réalisée pour Oxfam France (non publiée, ayant servi de base au Brief *Agriculture : Les inégalités sont dans le pré*).

Pionetti, C., 2005, *Sowing Autonomy : Gender and Seed Politics in Semi-Arid India*, IIED, London.

Prévost, H., Galgani S. L., Guétat-Bernard H., 2014, « Il n'y aura pas d'agroécologie sans féminisme : l'expérience brésilienne », *Revue Pour*, 2014/2 (N° 222), p. 275-284. www.cairn.info/revue-pour-2014-2-page-275.htm

Sachs, C. E., 2018, *Gendered fields: Rural women, agriculture, and environment*. Routledge, London.

Salmona, M. « Des paysannes en France : Violences, ruses et résistances », L'Harmattan, *Cahiers du Genre*, 2003/2, n°35, pp. 117-140.

Siebert, I. G., Sayeed, A. T., Georgieva, Z. et Guerra A., 2020, *Sans le féminisme, il n'y a pas d'agroécologie / Without Feminism there is no agroecology*, Civil Society Mechanism (CSM) for relations to the UN Committee on World Food Security (CFS), Rome, Italy. www.csm4cfs.org/wp-content/uploads/2019/10/MSA-Agroecologie-et-Feminisme-Septembre-2019_compressed.pdf

Schwendler, S.F., Thompson, L.A., 2016, An education in gender and agroecology in Brazil's Landless Rural Workers' Movement. *Gend. Educ.* 2016, 29, 1–15. www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/09540253.2016.1221596

Trevilla Espinal, D., Soto Pinto, M., Morales, H. and Estrada-Lugo, E., 2021, *Feminist agroecology: analyzing power relationships in food systems, Agroecology and Sustainable Food Systems*.

Wijeratna, A., 2018, *Agroecology: Scaling-up, scaling-out*. ActionAid, Johannesburg. www.righttofoodandnutrition.org/files/rtn-watch11-2019_eng-42-50.pdf

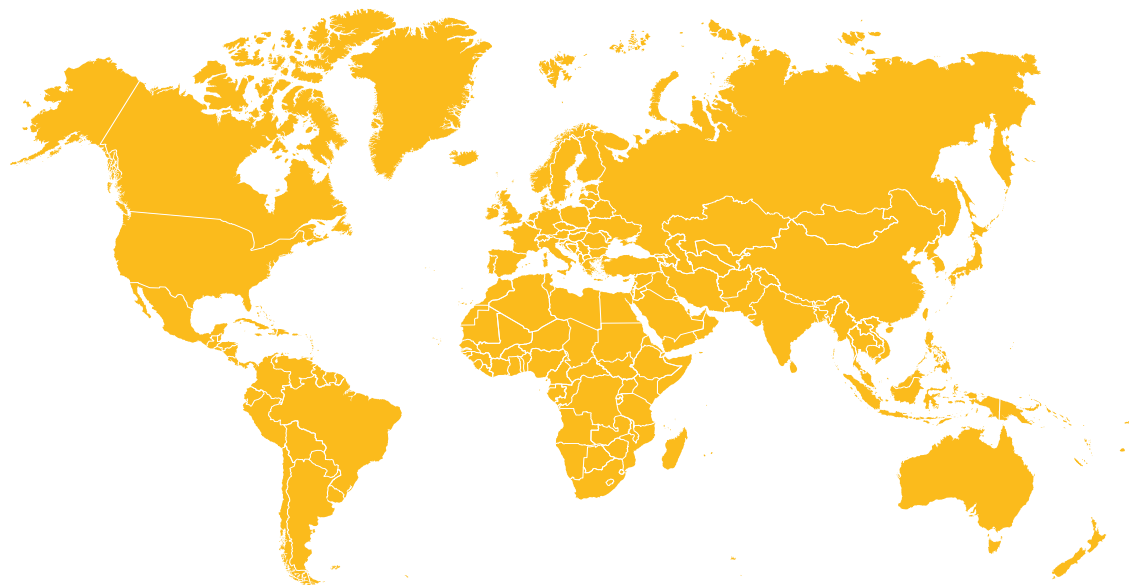
Zaremba, H., Elias, M., Rietveld, A., Bergamini, N., 2021, Toward a Feminist Agroecology. *Sustainability* 2021, 13, 11244. <https://doi.org/10.3390/su132011244>

Glossaire

| | |
|---------|---|
| ADEAR | Associations pour le développement de l'emploi agricole et rural, France. |
| CIVAM | Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural, France. |
| CEDAW | Committee on the Elimination of Discrimination against Women (Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes). |
| COFERSA | Convergence des femmes rurales pour la souveraineté alimentaire, Mali. |
| COP | Conférence des Parties (dans le cadre des négociations sur le climat sous l'égide des Nations-Unies). |
| DDS | Deccan Development Society, Inde. |
| DJA | Dotation jeune agriculteur. |
| FADEAR | Fédération des associations pour le développement de l'emploi agricole et rural, France. |
| FAO | Food and Agriculture Organization (United Nations). |
| FNAB | Fédération nationale d'agriculture biologique, France. |
| GAB | Groupement (départemental) d'agriculture biologique, France. |
| HCDH | Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme. |
| MMC | Movimiento de mujeres campesinas (Mouvement des femmes paysannes), Brésil. |
| MST | Mouvement des sans-terres, Brésil. |
| ODD | Objectifs de développement durable. |
| OFI | Objectif France Inde |
| RWA | Rural Women's Assembly, Afrique septentrionale. |
| SEVAI | Society for Education Village Action and Improvement, Inde. |
| SHG | Self-Help Group (groupe d'entraide), Inde. |
| TNWC | Tamil Nadu Women's Collective, Inde. |
| WECF | Women Engage for a Common Future. |
| ZBNF | Zero Budget Natural Farming Movement, Inde. |

Remerciements

Dans le cadre de la présente étude, nous avons sollicité les personnes suivantes.
Nous remercions chaleureusement les personnes que nous avons sollicitées pour cette étude :



Colombie

Envol Vert

- Mathilde Bonnart, coordinatrice
- Amélie Chatal, volontaire de solidarité internationale
- Juliette, volontaire de solidarité internationale
- Alba Luz Durán, représentante d'Agrosolidaria

Forestever

- Claire Davigo, coordinatrice
- Anitalia Pinchu, leader Okaina

Inde

Objectif France Inde

- Benjamine Oberoi, coordinatrice
- Jimmy Cherian, Project Manager
- Vanitha, responsable des *Self-Help Groups*

France

Agence Française de Développement - AFD

- Emmanuelle Cathelineau, responsable de projets

Fédération Associative pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural - FADEAR

- Bertille Fages, coordinatrice

Fédération Nationale d'Agriculture Biologique - FNAB

- Anne Picot, chargée de mission Futurs Bio
- Stéphanie Pageot, ancienne présidente

Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural - Réseau CIVAM

- Sixtine Prioux, chargée de projets
- Émilie Serpossian, consultante

Women Engage for a Common Future - WECF International

- Céline Burdin, chargée de projets
- Maëva Bréau, responsable projets et plaidoyer genre

École supérieure des sciences économiques et commerciales - ESSEC

- Anne Monier, chercheuse

France / Inde / Sénégal

SOL

- Clotilde Bato, déléguée générale
- Audrey Boullot, responsable de projets

Sénégal

AgriSud International

- Claire Kieffer, coordinatrice
- Louis-Etienne Diouf, chef de projet

Women Engage for a Common Future - WECF International

- Anne Barre, coordinatrice
- Fatou N'Doye, coordinatrice Sénégal

Rapport édité par la Fondation
RAJA-Danièle Marcovici
16, rue de l'étang, Paris Nord 2
95977 Roissy CDG Cedex
Tél : 01 48 17 59 23

Illustrations : Eloïse Heinzer

Création graphique :
Femmes ici et ailleurs

Suivez-nous !



fondation-raja-marcovici.com

